

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

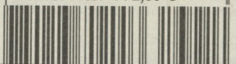
le
monde

libertaire

Grève!



M 02137 - 1321 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Trahir les puissants est le devoir des pauvres s'ils veulent vivre dignement. »

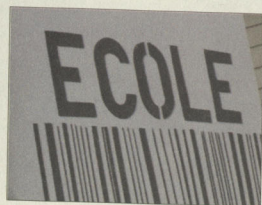
Henri Gougaud

hebdo n° 1321

du 22 au 28 mai 2003

Fop 2520

Sommaire



- Le 13 mai, une **mobilisation** historique, par L. Dulac, page 3
- Retraites et stock options** : un racket orchestré par l'État, par H. Lenoir, page 4
- Appel à la démission du bureau national de la CFTD, page 5
- La **Claaac** contre l'autoritarisme des maîtres du monde, page 6
- Les **inepties médiatiques** de la semaine font éternuer Frédo Ladrissé, page 6
- Pour un **service public** égalitaire et autogéré, par Wally, page 7
- Brèves migratoires**, page 8

Contre la casse sociale, mobilisons-nous, par M. Sahuc, page 9

Sale temps pour les **précaires** de la BNF, par Nico, page 11

Renouer avec **l'action directe** dans les syndicats, par Sam, page 12

Retraites : il y va de la **crédibilité syndicale**, par É. Gava, page 14

Le **prolétariat** existe ! les médias l'ont redécouvert, par L. Fouillard, page 16

Le **foulard** : instrument des intégristes pour assujettir les femmes, par Le Furet, page 17

La **fête des mères** : une tradition réac et liberticide, par Laëtitia et P. Schindler, page 18

Acharnement vichyste de Sarkozy contre les **immigrés**, par Fred, page 19

L'Opéra de quat'sous revisité avec justesse par **Fellag**, par François, page 20

Entretien de H. Hurst avec le réalisateur **Pavel Lounguine**, page 21

Hommage à l'artiste algérien **Abdelkader Guermaz**, par Roger Dadoun, page 24

Agenda, page 26

Radio libertaire, page 27

Réponse à une **vieille crapule stalinienne** d'un autre âge, page 27

L'**Athénée libertaire** de Bordeaux poursuit les festivités, page 27



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 22 au 28 mai 2003

Ed



CRAQUERA ?
sible de la
surpris. Ne
raient avan
des autres
plus ambig
dernière a
plus de 67
jamais vu
largement
chés non
retraites m
vices publi

Trop f
trales, inq
vieilles fic
camarades
duction il
constituer
renvoyant
voynons ! D
et dociles
Ils aurai
d'enterren
dimanche
ventre mo
des régime
fonds de p
que la vi
invité au
économiq
celle prati
ment son
les copro
l'avenir de
dus à un f

De so
« surveill
il ne con
entretenu
De méme
des milit
plus les
Pareils co
capitaliste
devraient
agents rév
tons que
douche fr

Il est
exploités
juste à att
Les anarch
du mouv
propres a
toutes et
sort qu'o
faut se la
saire de s
et de leur
Rien n'es

Le Mo



CRAQUERA? Craquera pas? La trahison prévisible de la CFDT et de la CGC ne nous a en rien surpris. Nous pensions même qu'ils signeraient avant la journée du 13 mai. L'attitude des autres confédérations syndicales est des plus ambiguës. L'appel à la grève de la semaine dernière a connu des résultats historiques – plus de 67 % de cheminots ont débrayé, du jamais vu depuis 1979! La rue a exprimé très largement la colère de nombreux secteurs touchés non seulement par la mise à mort des retraites mais également par la casse des services publics, le chômage et la précarité.

Trop forte, cette mobilisation! Les centrales, inquiètes d'être dépassées, usent de vieilles ficelles en ramenant à la « raison » les camarades syndiqués qui appellent à la reconduction illimitée et entrentrennent même de constituer des comités de grève. Ou encore en renvoyant le mouvement au 25 mai. Ben voyons! Des fois que les salariés soient stupides et dociles ou se fatiguent et s'essouffent. Ils auraient ainsi droit à une belle messe d'enterrement social de première classe le dimanche 25. Les bonzes syndicalistes au ventre mu entérineront ainsi la mise à mort des régimes de retraite actuels et gèreront les fonds de pension avec le Medef. Il est un fait que la visite du patron cégétiste Thibault invité au congrès du PS avalise la politique économique précédente, toute semblable à celle pratiquée par la droite. Soulignons seulement son sourire et sa poignée de main avec les coprolithes socialistes. La crédibilité et l'avenir des centrales sont décidément suspendus à un fil ténu.

De son côté, Raffarin a beau prétendre « surveiller l'agitation » tel un père Fouettard; il ne contribue qu'à souffler sur des braises entretenues par l'arrogance du baron Seillière. De même, la répression et la criminalisation des militants sociaux n'engendrent pas non plus les meilleurs sentiments d'apaisement. Pareils comportements des valets de l'État, des capitalistes et leurs pompiers syndicalistes devraient faire d'eux à terme, d'excellents agents révolutionnaires. Au minimum, souhaitons que ce printemps chaud se transforme en douche froide pour le priapisme chiraquien.

Il est de plus en plus évident que les exploités de toutes conditions n'ont rien de juste à attendre de l'engance citée plus haut. Les anarchistes encouragent donc au contrôle du mouvement et à sa radicalisation par ses propres acteurs. C'est la seule garantie pour toutes et tous de l'emporter sur le mauvais sort qu'on nous réserve. La richesse existe, il faut se la réapproprier. Il est urgent et nécessaire de se débarrasser des rapaces capitalistes et de leur protecteur étatique. Tout est à nous! Rien n'est à eux!

13 mai 2003

une date dans l'histoire du mouvement social

HISTORIQUE. C'est bien ce mot qui revient encore sur toutes les lèvres quand on évoque, plusieurs jours après, la mobilisation du 13 mai. Même si la presse a parlé d'un million de participants, les chiffres, impossibles à préciser à une telle échelle, sont bien supérieurs. Cette journée, impulsée par tous les syndicats de salarié(e), était à la fois une journée de grève nationale (privé et public) et, donc, de manifestations. Objectif: instaurer un rapport de forces conséquent face à un pouvoir arrogant dans sa réforme des retraites. Petit tour de France des mobilisations, grâce aux comptes rendus des militant(e)s de la Fédération anarchiste, bien présent(e)s dans ces manifestations.

Dans le sud-ouest de la France, à Bordeaux, 80 000 manifestants se sont retrouvés pour défilé, les chiffres du mouvement de décembre 1995 sont dépassés. Le privé était assez présent. Des assemblées générales sont soutenues par Sud, il y avait un appel à manifester pour le jeudi 15 (soutenu par FO), les débats continuent partout ailleurs et la base fait pression sur les confédérations pour qu'elles prennent leurs responsabilités. Le groupe Bakounine (dont 3 militants figurent en photo dans le journal *Sud-Ouest*) nous signale 15 000 personnes à La Rochelle et Angoulême, 7 000 à Saintes, 5 000 à Rochefort. En Bretagne, 30 000 personnes ont défilé à Saint-Brieuc. CNT et Fédération anarchiste (qui préparent un rassemblement contre le Medef le 22 mai) ont défilé sous la même banderole: « Capitalisme partout, justice nulle part ». À Lorient (20 000 personnes) et Vannes (7 000), la CFDT, fortement implantée, a voulu prendre la tête des cortèges, ce qui lui a valu de devoir défilé de façon démarquée ou d'être revue à Lorient. À

Nantes, 35 000 manifestants et 20 000 à Saint-Nazaire avec un secteur privé assez bien représenté ici (Chantiers navals, Airbus industrie). À Boulogne, 4 500 personnes ont exprimé leur mécontentement.

À Lille, dans une foule dense impossible à estimer pour nos camarades fédéré(e)s, une certitude: la tête du cortège revenait au point de départ de la manif alors que la fin n'avait pas encore commencé à marcher, malgré un parcours de... 5 kilomètres! Le secteur privé était assez présent, mais le plus nombreux et le plus motivé restait le secteur public. Une anecdote: le petit cortège du Parti socialiste avait bien du mal à se trouver une place que personne ne voulait leur faire. Ils ont même tenté de se placer devant le cortège des rouge et noir! Le groupe de Lille de la FA distribuait un tract appelant à la mobilisation générale contre le gouvernement CRS (Chirac, Raffarin, Sarkozy). Nancy verra un cortège anarchosyndicaliste et libertaire conséquent dans une manif de 15 000 personnes. Le lendemain, une nouvelle manifestation se déroulera, mais plus nettement modeste où les Sud, CNT et membres de la FA étaient toujours très présents.

Dans la capitale, 300 000 manifestants (à cette échelle, il est impossible de compter et d'ailleurs cela a-t-il encore de l'importance?) ont participé à une marche ininterrompue de six heures! Un stand de Radio libertaire et de la Fédération anarchiste, placé sur le parcours du défilé, connut un succès exceptionnel. Notons que certaines revendications de banderoles syndicales détonaient parfois en regard des positions confédérales, généralement plus sages. Lyon a rassemblé peut-être 50 000 personnes dans un défilé combatif. Les confédérations n'appellent pas à des assemblées suite page 4

Contre le G8 Last exit to Annemasse

Dans le cadre de la Claaac G8, départ de Paris en car le vendredi 30 mai à 20 heures. Retour sur Paris le lundi 2 juin avant 6 heures. Pour réserver sa place, un chèque de caution de 20 euros avec nom et prénom du passager est nécessaire. Coût du voyage et renseignements sont disponibles à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08.



2003, Odyssée des retraites Toujours plus fort dans l'indécence

suite de la page 4

générales interprofessionnelles, des militants de base en ont pris l'initiative. Mais des pressions ont limité l'impact d'un appel à la grève reconductible.

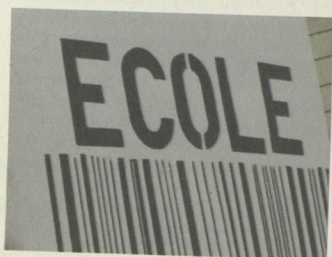
Plus au sud, à Avignon, 35 000 personnes ont défilé autour des remparts de la ville. Vers midi, alors que la CGT appelle à la dislocation, des syndicalistes de l'Éducation nationale prennent l'initiative de continuer la manif vers le centre-ville. Un sit in devant la mairie aura lieu au son de slogans appelant à l'unité public-privé. Non loin de là, à Nîmes, 25 000 marcheurs vont sillonner la ville. Ici, dès le soir du 13 mai, une AG se rassemble à 18 heures à la Maison carrée pour organiser la grève reconductible pour tous les secteurs.

Dans les relations de ces manifestations, nos camarades se retrouvent sur un certain nombre d'observations: les manifestants étaient généralement assez sages... Beaucoup plus que les libertaires et anarchosyndicalistes qui souvent défilèrent en criant, faisant du bruit. Cela dit, c'est très souvent que nos militants ne se sont pas regroupés en cortèges spécifiques anarchistes, préférant défilé avec leurs camarades de luttes syndicales.

La CGT a fortement impressionné. Le secteur de l'éducation, déjà mobilisé contre les lois de décentralisation et qui s'était fait remarquer lors de la journée d'action du 6 mai contre la réforme de la décentralisation, est en pointe. Ils sont pour le moment les éléments les plus actifs dans l'action interprofessionnelle notamment, et les moins aptes à la compromission avec le gouvernement CRS. Des AG de grévistes semblent se tenir un peu partout (Nîmes, Versailles, Lille, etc.) ou tentent de se réunir, souvent sans l'aval des confédérations. Alors qu'une nouvelle journée de grève nationale dans l'enseignement s'annonce pour le 19 mai et la prochaine journée nationale de manifestation à Paris pour le 25, il est certain que les confédérations feront le nécessaire pour que le mouvement reste sous contrôle. Les réactions gouvernementales et la combativité de la base des syndicats seront deux facteurs déterminants pour la suite des événements, avec la question de la division syndicale qui est une stratégie classique des pouvoirs.

Lancelot Dulac
groupe Gard-Vaucluse

Hugues
groupe Pierre-Besnard



Au hasard de la manifestation du 13 mai à Paris...



Du rififi chez l'ancienne calotte autogestionnaire

appel à la démission du bureau national CFDT

LA DÉCISION d'une délégation confédérale CFDT de rompre l'unité syndicale pour signer un accord avec le gouvernement sur les retraites apparaît pour des millions de salariés comme un coup de poignard dans le dos à l'heure d'une mobilisation exemplaire.

C'est le fait d'une petite équipe de professionnels du syndicalisme qui s'est progressivement autonomisée par rapport à ses mandants, les syndiqués CFDT, tout en s'appuyant sur un corps de permanents précarisés et caporalisés. Ce processus est à l'œuvre depuis l'époque d'Edmond Maire, poursuivi par Nicole Notat et aujourd'hui François Chêréque.

Élu en grande partie par des cadres intermédiaires qu'il désigne lui-même, le BN de la CFDT ne doit pas avoir peur des adhérents. S'il est certain de les représenter, il doit remettre immédiatement sa démission en bloc, et s'il le souhaite faire confirmer ou infirmer sa politique par un référendum clair dans ses termes, ouvert directement aux syndiqués, sans passer par le filtre des permanents et des bureaucraties. Ce préalable démocratique est désormais incontournable.

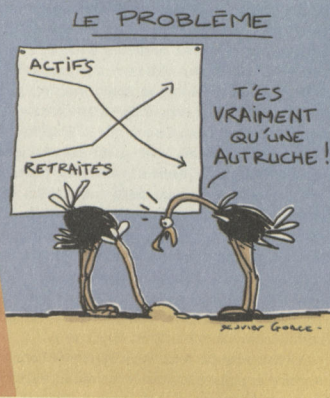
C'est l'appel que nous lançons ce jeudi soir 15 mai 2003 depuis Nantes, patrie de Fernand Pelloutier, précurseur des premières bourses du travail, Nantes, un des cœurs battants de la CFDT, pionnière dans l'unité d'action salariés/paysans, Nantes une terre historique des militants ouvriers de la tendance syndicale « Reconstruction », qui dès les années d'après-guerre et jusqu'à la déconfessionnalisation de la CFTC/CFDT en 1964 se sont battus pour un syndicalisme moderne, courageux, réaliste, non démagogique, délivré à la fois du stalinisme, du paternalisme et de la collaboration avec le patronat.

C'est cet héritage qui est détruit par l'actuelle équipe de direction confédérale qui ne représente qu'elle-même, et croit illusoirement développer la CFDT en recopiant la stratégie qui fut autrefois celle de Force ouvrière : un syndicalisme de cogestion complaisante et de division, mais cette fois-ci dans le cadre d'une attaque sans précédent du capitalisme financier contre les salariés,

Campagne CFDT :

**UNE RÉFORME
POUR
SAUVER
NOS
RETRAITES !**

Cfdt
100 rue de la République
44000 Nantes



les précaires, les chômeurs, les jeunes en formation, la protection sociale, les services publics non marchands.

La logique à l'œuvre consiste à épurer silencieusement la CFDT de ses éléments combattifs et désintéressés, avec l'appui du gouvernement Raffarin et du Medef. C'est cette logique qu'il s'agit de renverser, en demandant des comptes à une direction confédérale auto proclamée et isolée.

Nous invitons les adhérents et sympathisants CFDT à diffuser largement cet appel, à le critiquer si nécessaire, à se mettre en relation entre eux pour pousser au dialogue patient, sans haine ni exclusive, à s'auto-organiser dans les luttes unitaires avec les salariés syndiqués et non syndiqués, afin de permettre une expression publique (mais non une tendance ni un nouvel appareil) : une expression des adhérents de base attachés aux idéaux historiques de la CFDT, la vraie.

CFDT : Reconstruction !

Tous contacts : luc.douillard@libertysurf.fr

CLAAAC EN FORCE !

La Convergence des luttes antiautoritaires, anticapitalistes face au G8 est un point de ralliement pour tous ceux dont les luttes visent à abolir le capitalisme pour le remplacer par un système non autoritaire.

LE SOMMET du Groupe des 8 pays les plus industrialisés, les plus riches, les plus pollueurs de la terre, cherche à s'imposer comme l'autorité suprême de cette planète. Ils invitent avec eux certains pays à fort potentiel, tels que la Chine, afin que leur puissance soit reconnue comme universelle.

Nous luttons tous pour mettre en échec les conséquences des décisions de ceux qui s'autoproclament les maîtres du monde, qui vont se réunir à Évian du 1^{er} au 3 juin pour tenir leur sommet. Non seulement nous contestons la légitimité de ce sommet, mais aussi la légitimité de chacune de ses composantes. Les chefs d'État, même « démocratiquement » élus, ne représentent ni les intérêts ni les aspirations des « citoyens » qui les ont portés au pouvoir, mais ceux des puissances financières qui leur permettent de s'y maintenir.

Le système capitaliste et son corollaire, le salariat, ne pourront jamais être réformés dans un sens améliorant l'existence de tous les habitants et toutes les habitantes de la Terre. En France, le projet actuel de saccage des retraites n'est qu'un des multiples aspects de l'avidité viscérale dont le capitalisme a besoin pour perdurer. Dans le monde, les conflits d'intérêts résultant de la compétition économique capitaliste entraînent des guerres où se livrent des militaires télégués, et dont souffrent de plus en plus les populations civiles. Ce système ne peut se maintenir que par une organisation sociale autoritaire de notre société. C'est ce système, basé sur la soumission et le patriarcat, que nous remettons en cause. Nous cherchons par nos modes de protestation à exprimer le fait que nous sommes capables de nous auto-organiser, de gérer nous même nos affaires, directement.

À l'initiative de cette convergence se sont regroupées un certain nombre d'organisations anarchosyndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, communistes ou socialistes libertaires, anarchistes ou simplement antiautoritaires: Alternative libertaire, le Collectif libertaire de Bordeaux, la Confédération nationale du travail, la Fédération anarchiste, l'Organisation communiste libertaire, le réseau No Pasaran, pour la France, et internationalement l'Anarchist Federation (Grande-Bretagne et Irlande), la Federazione Anarchica Italiana et la Federazione dei Comunisti Anarchici (Italie), Freie Arbeiterinnen Union, Schweiz FAUCH, l'Organisation socialiste libertaire, Coordination anti-OMC (Suisse), Red libertaria Apoyo Mutuo (Espagne). Réunies autour d'un texte d'appel, les organisations signataires participeront à l'initiative feu au lac pour souhaiter la bienvenue aux acteurs du G8, au Village alternatif, anticapitaliste et antiguerre (Vaaag) qui sera un village auto-organisé par ceux qui vont y vivre du 28 mai au 3 juin, au cortège rouge et noir dans les manifestations de masse contre le G8.

La Claaac aura son propre chapitre au sein du Vaaag où s'organiseront des débats autour des thèmes concernant nos luttes. Une présentation de la Claaac aura lieu en dehors du village, à Annemasse. Notre but n'est pas de mettre à feu et à sang la région où se déroulera le sommet mais d'exprimer directement notre contestation aux dirigeants du G8 sans s'en remettre aux organisations institutionnalisées. Nous refusons et refuserons toujours tout strapontin dans les coulisses de ce pouvoir représentant une minorité qui opprime la grande majorité des individus de notre planète.

Nous appelons tous ceux amenés à lutter contre le capitalisme et l'autoritarisme, contre le militarisme, le patriarcat et partisans de l'action directe à converger avec nous!

ClaaacG8

Quand l'autruche éternue...

Socialisme et pétanque

« Il serait absurde de dire que ceux qui ont gouverné la France hier ne pourraient pas diriger le Parti socialiste aujourd'hui » (François Hollande).

Au contraire, au contraire! Par exemple moi j'ai un oncle, il habite Vesoul, il est resté 28 ans président de l'Amicale des Boulistes du Square Joffre. Usé par la fonction, il vient de démissionner, et comme il est à la retraite, il a pris sa carte au PS. Comme quoi...

Économie domestique

« Le temps des chèques en blanc, c'est terminé. L'État gère maintenant en bon père de famille, il ne dépensera pas plus que ce qu'il gagne, comme n'importe quel ménage » (Copé, porte-parole du gouvernement).

Devoir pour la semaine prochaine: relevez dans cette déclaration les références à la famille, au paternalisme d'État, aux valeurs traditionnelles, religion, travail, plan d'épargne. Le premier lecteur ou la première lectrice donnant la bonne réponse gagne un an d'abonnement payant au *Monde libertaire*.

Jeux olympiques d'hiver

« D'un point de vue économique, l'Allemagne est sur une pente japonaise. Si elle ne se rétablit pas, la France continuera à patiner » (François David, patron).

Du point de vue de nos économies, je pense qu'il faudrait profiter de ce que les Allemands sont bêtement empêtrés dans la poudreuse du mont Fuji pour envahir leurs stations de ski, faire main basse sur leurs patinoires et leurs nécessaires à raclette.

Sea, sex and fonds de pensions

« En ces temps troublés, Cannes est le lieu où les différences n'existent plus » (Monica Bellucci, ouvreuse).

Oui je sais ça fait peur, ce lieu d'où serait bannie toute espèce de différence. Mais c'est ça, la magie de Cannes, et pas que pendant le festival! Tous bronzés, tous riches et tous vieux: c'est la devise gravée au fronton de la mairie.

Like an artichaut with bad foot

« La France ne bargouine pas. Elle n'avance pas avec un sac de cendres sur la tête » (de Villepin, à l'ONU, sur la reconstruction de l'Irak).

Bargouiner: action consistant à cueillir l'artichaut sans prendre garde au pied, qui, du coup, risque d'être abîmé. On serait curieux de savoir comment le traducteur de l'Onu s'y est pris pour restituer en anglais toute la profondeur, toute la poésie, toute l'audace contenue dans cette magnifique antédiluvienne expression.

Je n'ai besoin de personne pour être encore plus conne

« Je suis une Française de souche: mes grands-parents étaient en France il y a 200 ou 300 ans » (B. Bardot, vedette du géronto-X).

Si chaque génération de Bardot met 100 ans à claquer, la vieille continuera à hanter les plateaux télé pendant encore trente ans. J'attendrai donc 2033 pour m'acheter un poste.

Frédo Ladrisse

(sources: France 2, France info, Libé, le Monde, le Monde diplomatique, RTL)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

quelles perspectives après le 13 mai ?

Wally

Le

LE SILENCE « ASSOURDISSANT » de la gauche et de l'extrême gauche est significatif car ils sont d'accord sur l'essentiel : le système qui gère la société actuelle reste leur seul projet. Certes, il faut gommer l'inacceptable, et c'est le rôle qu'ils attribuent aux syndicats et à certaines associations comme Attac, le Dal ou les Restos du cœur. Mais il est hors de question de remettre en cause le système, c'est-à-dire le capitalisme et l'État. La lutte actuelle, pour les anarchistes, doit être le moment pour présenter un projet de rupture totale avec ce que nous ne supportons plus ; il est nécessaire d'ouvrir une perspective immédiate et libertaire.

À quoi servent les services publics ?

À garantir l'égalité sociale, à mettre en place le partage des richesses ! La France est la quatrième puissance mondiale avec des PDG qui gagnent 500 fois le Smic alors que des milliers de personnes dorment dans les rues et que les Restos du cœur distribuent des millions de repas.

Dans une société qui se dit évoluée, le service « du public » est un droit inaliénable, d'accès libre, universel, et non une marchandise. Ce service doit garantir l'égalité de tous, d'où qu'ils viennent. Ce service doit être un lieu d'entraide et de redistribution égalitaire des

richesses indispensables à la vie comme l'éducation, le logement, la santé, les transports, la culture, la communication, etc. Mais la gestion de la cité, également, est un droit inaliénable.

Entreprises privées ou nationalisées, administrations d'État, ce n'est pas la qualité du « propriétaire » qui importe, mais bien la fonction d'utilité sociale pour tous. Si nous combattons la privatisation ou l'introduction des logiques du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la renationalisation. Un service géré par l'État ou par une collectivité locale peut toujours se donner comme objectif de fonctionner selon les critères d'une entreprise privée et mettre en avant la rentabilité financière sous couvert de modernisation. C'est déjà le cas à EDF, à la SNCF ou à La Poste qui se conduisent comme de bons capitalistes.

Le capitalisme renforce l'État

Lors de la Libération, en 1945, le capitalisme avait besoin de s'appuyer sur les services publics pour aider à la reconstruction de la France. Par ailleurs, la pression populaire et les risques d'explosion sociale l'ont forcé à lâcher du lest. Mais, dès le début des années quarantevingt, les gouvernements de gauche et de droite ont entrepris un virage – prévisible – au

suite page 8

Wally et militant au groupe Louise-Michel de la FA.



Brèves migratoires

Des négociations de l'OMC aux lois Sarkozy

Après un an d'exercice, le gouvernement veut aller très vite au niveau législatif, comme s'il avait la conviction que la paix sociale ne saurait durer. Ainsi, nous aurons droit à un texte sur les retraites inspiré par le Medef, à une réforme sur la criminalité organisée (extension du statut de repent, création du plaider-coupable), à une nouvelle refonte de l'ordonnance de 1945 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, à la réforme du droit d'asile, mais aussi à des textes sur la décentralisation et l'expérimentation de lois décentralisées, à la décentralisation du RMI et la création du RMA (revenu minimum d'activité: on ne va quand même pas payer les miséreux à rien faire). En bref, un ensemble de textes autoritaires et réactionnaires.

Double peine is not dead

Seule rupture avec la logique qui a prévalu jusqu'ici, c'est la remise en cause de certains points de la « double peine » (prison + expulsion d'un étranger pour un même délit). Quatre catégories d'étrangers sont protégées contre la double peine, essentiellement au nom du respect de la vie familiale: étrangers nés en France ou venus avant l'âge de 13 ans, étrangers résidant en France depuis plus de 20 ans, étrangers résidant en France depuis plus de 10 ans et mariés depuis 3 ans à un conjoint français ou étranger vivant en France depuis son enfance, étrangers résidant en France depuis 10 ans et parents d'enfants français.

Comme on le voit, la double peine continue d'exister et la peine d'interdiction du territoire français (ITF) n'est pas abrogée. Néanmoins, on a là une avancée et il faut saluer le travail d'associations et d'intellectuels comme Bertrand Tavernier qui sont restés mobilisés sur cette question. Reste que c'est la seule avancée du projet de loi Sarkozy et on peut craindre que députés et sénateurs ne réduisent cette partie du texte.

La loi Sarkozy, dans la droite ligne des lois Pasqua

Pour le reste du projet de loi Sarkozy, il s'agit de nouvelles barrières faites aux étrangers, souvent présentées par le gouvernement comme un avantage pour celles et ceux qui vont les subir. Ainsi en est-il du regroupement familial: il pourra être refusé à un enfant né en France, mais ayant quitté ce pays avant ses 12 ans, cela pour « lutter contre une pratique qui consiste à faire élever les enfants dans le pays d'origine ».

Autre mauvais coup, la carte de résident ne sera pas délivrée automatiquement pour les étrangers entrés au titre du regroupement familial, mais seulement au bout

suite page 9

suite de la page 7 profit des logiques du marché. Ainsi a été organisée la célèbre émission de télé avec Yves Montand: « Vive la crise! » En 2001, c'est un ministre communiste qui a criminalisé la misère dans les transports (dix voyages sans ticket de métro égalent six mois de prison). De droite ou de gauche, les gouvernements ont fermé des bureaux de poste, des classes, des écoles, des maternités, des services de proximité et, dans le même temps, ouvert des prisons, des commissariats. Pour y mettre les chômeurs?

Les « flashballs » de Sarkozy n'arrêteront pas la misère. Ce sont les causes de la précarité qu'il faut combattre, pas ceux et celles qui la subissent. Or, les services publics contribuent activement à la lutte contre la misère économique, culturelle et sociale, parce qu'ils réaffectent également les richesses publiques.

C'est pourquoi les capitalistes veulent supprimer l'idée de mutualisation des coûts et la répartition égalitaire pour promouvoir des valeurs comme le profit, la Bourse, la flexibilité



des salariés, la débrouille individuelle, plutôt que les solutions collectives. Par ailleurs, ils ont aussi essayé de culpabiliser les salariés, de leur faire assumer les lois du marché au lieu de mettre en valeur l'utilité sociale de leur travail. Dans les journaux, à la télé, « on » nous dit qu'il n'y a plus d'argent. Mais, depuis 1991, les ménages payant l'impôt sur la fortune ont doublé...

Aujourd'hui, la gauche se lamente sur la disparition progressive de l'État, or elle se trompe car l'État se « recentre », en léguant au capitalisme toutes les activités lucratives qui concurrencent ses propres entreprises. Il vend aux collectivités les services de proximité, ce qui va renfoncer le fossé entre régions riches et régions pauvres. En parallèle, il renforce son activité régaliennne: ce sont les services publics qui disparaissent, pas l'armée, pas la police, pas les prisons. Le service public gêne le capitalisme dont l'objectif principal est de faire des profits! L'État, lui, se charge de mettre en place une politique « humanitaire », cache-misère des injustices les plus inacceptables.

L'État n'aurait plus les moyens financiers d'assurer la solidarité sociale? C'est faux. Combien d'infirmières, de postiers, d'instituteurs

pour le prix d'un porte-avions? Les recettes de trois derniers Téléthon représentent à peine le coût d'un avion de combat du type Rafale. Qui décide de la priorité de construire un char Leclerc plutôt que de fournir des équipements aux chercheurs? Les gouvernements favorisent les militaires et privatisent la recherche.

Sous prétexte de modernisation, les dirigeants des services publics parlent d'« écoute du client », mais ne prennent en compte que les consommateurs les plus rentables. Le fait de transformer les usagers en « clients » permet d'imposer la rentabilité financière au détriment du citoyen; le salarié, de son côté, voit remettre en cause ses conditions de travail. Partout où ils le peuvent les gouvernements appliquent les recettes du capitalisme: externalisation des missions, création de filières privatisées, augmentation de la rentabilité financière par la réduction de la masse salariale et abandon des missions « non rentables ».

Ce qui se traduit par une diminution des effectifs lors des restructurations, par l'abandon des zones rurales ou « pauvres », par un transfert des activités juteuses vers les entreprises: la part du secteur privé de la santé est devenue majoritaire ou encore la privatisation des services communaux et les cantines scolaires. Autre exemple, l'emploi massif de stagiaires, de précaires, d'intérimaires, etc.

Gestion directe

Qui décide et comment? Personne ne doit décider à notre place: exigeons des assemblées d'usagers, le mandatement des responsables et la révocabilité. Pour sauver le service du public, il faut le débarrasser des politiciens (de l'État), de la rentabilité financière et aussi du corporatisme.

Notre projet est de mettre la citoyenne et le citoyen au centre du secteur public afin de définir son action en fonction de « nos » besoins (d'usagers et de salariés) et non de ceux du capitalisme ou de l'État. Il faut rendre le service public à ceux et à celles qui l'utilisent, qui y travaillent. La politique de chaque service public doit être définie par l'ensemble de la population. Des dizaines de milliers d'emplois perdus depuis des années sont ainsi à recréer. Pas n'importe lesquels; personne ne contestera une embauche massive d'infirmières, de profs ou de conducteurs de bus, mais il est hors de question, pour nous, de soutenir par opportunisme ou corporatisme, l'embauche de policiers, de contrôleurs, de mâtons et autres emplois socialement néfastes. Si l'embauche est nécessaire, elle n'est pas suffisante.

Pour les anarchistes, il n'y a pas de liberté pour les individus sans l'égalité. Il n'y a pas non plus d'égalité des droits sans égalité sociale. Aujourd'hui, la gratuité est la seule garantie d'égalité sociale.

Le service public égalitaire et autogéré nous permettra d'être enfin maître de notre avenir. Le service public « libertaire » permet le partage des richesses que nous produisons et que le capitalisme et l'État s'accaparent.

W.

suite des *brevés* de cinq ans et sur conditions d'intégration. Nicolas Sarkozy, dans une interview au *Figaro* du 30 avril, explique que « la disposition s'adresse surtout aux femmes arrivées par le regroupement familial et qui sont maintenues au foyer sans pouvoir en sortir. Pour obtenir la carte de résident, elles devront apprendre le français et s'intégrer. Nous les inciterons ainsi à s'émanciper, à vivre normalement dans notre pays ». Quelle démagogie: Sarkozy sait pertinemment que l'inconfort juridique contribue à renforcer le communautarisme qu'il prétend combattre.

Partout l'obsession de la fraude et l'exigence de preuves

L'intégralité du projet de loi Sarkozy est marqué par cette obsession: l'étranger est un « fraudeur » potentiel. Toujours dans le *Figaro*, Sarkozy explique à sa manière: « Le consulat de France à Bamako enregistre 150 demandes de visa de tourisme par jour, celui d'Alger 2 300. Pensez-vous qu'il s'agisse vraiment de touristes? » D'où des conditions drastiques d'octroi des visas: empreintes digitales, contrôle strict des justificatifs d'hébergement, pouvoirs renforcés des maires qui pourront refuser de valider l'attestation d'hébergement s'ils suspectent un « détournement de procédure » ou « si les conditions d'un hébergement normal ne sont pas remplies ». Et pour emporter le morceau, ces certificats d'hébergement seront payants: la sélection par l'argent, y'a qu'ça d'vrai.

Toujours dans le registre de la fraude, les mariages mixtes où un des conjoints est « sans papiers » seront eux aussi soumis au bon vouloir du maire afin de « lutter contre l'utilisation frauduleuse du mariage ». Le maire pourra demander ses papiers à l'étranger et surseoir à la célébration pendant un mois en cas de séjour irrégulier, le temps que l'étranger se fasse connaître de la Préfecture et... se fasse expulser par la même occasion. Dans le même esprit de décourager les fraudes, l'octroi de la carte de résident sera désormais possible après deux ans de vie commune contre un an actuellement.

Pour les personnes étrangères disposant d'un titre de séjour temporaire d'un an, il était possible au bout de trois ans d'obtenir une carte de résident de dix ans. Cela prendra désormais cinq ans, après que la personne étrangère aura fait la preuve de « son intégration dans la société française ».

Des mesures pour faciliter les reconduites à la frontière

Sarkozy dénonce: « Quand je suis devenu ministre, seules 17 % des décisions d'éloignement étaient menées à terme. Nous sommes en train de sortir de cette situation de non-droit. » Fin avril, on comptait déjà 3 500 étrangers en situation irrégulière reconduits dans leur pays d'origine, auquel Sarkozy rajoute les « non-admis » (les personnes interceptées en zone

suite page 10

la bataille contre la casse des retraites continue

Michel Sahuc

Michel Sahuc milite au sein du collectif anarcho-syndicaliste La Sociale, FA Montpellier

Comme nous devons le craindre, des syndicats de collaboration ont trahis les travailleurs en jouant leur rôle de jaunes.

LA JOURNÉE DU 13 MAI a été historique: de un million à deux millions de manifestant(e)s partout en France, grève massive dans tout le secteur public mais aussi dans de nombreuses entreprises privées. La grève reconductible a démarré dans certaines entreprises ou villes. Au lendemain d'une journée de mobilisation pour la défense des retraites sans précédent depuis 1995, les grèves qui ont fortement touché le secteur public n'étaient pas totalement terminées. Plusieurs mouvements étaient reconduits, mercredi matin, ou en passe de l'être. Le gouvernement se trouvait, de ce fait, en position délicate, alors qu'une réunion était programmée, à partir de 18 heures, entre les ministres François Fillon et Jean-Paul Delevoye et les dirigeants des syndicats. Une partition bien orchestrée... Avant de lâcher, et le moins possible, il faut donner l'impression de beaucoup de fermeté.

Jedi noir, le gouvernement a réussi la division syndicale

Le gouvernement est parvenu jeudi soir à un compromis avec la CFDT et la CFE-CGC sur la réforme des retraites, récusé aussitôt par la CGT, FO, la FSU et l'Unsa qui estiment que les exigences exprimées mardi n'ont pas été entendues et annoncent une manifestation nationale le 25 mai à Paris. Après l'échec de la discussion dans la nuit de mercredi à jeudi, une deuxième réunion convoquée au minis-

tère du Travail par François Fillon a abouti en deux heures, consacrant l'éclatement du front syndical. L'entourage de Jean-Pierre Raffarin a aussitôt déclaré que le Premier ministre était « content » de voir le texte sur les retraites « amélioré, notamment sur les petites retraites ». François Fillon, sur France 2, a affirmé que le texte amendé était le « maximum que le gouvernement peut proposer », parlant d'un « accord pour sauver les retraites », cela sans « changer profondément la nature du texte » initial.

La CGT n'avait pas fait le déplacement. La réunion préparée dès les premières heures de la matinée par des contacts téléphoniques avait donné lieu à une rencontre préliminaire à Matignon avec les seules CFDT, CFE-CGC et CFTC. FO claquant d'emblée la porte en déplorant sa préparation « en catimini ». La CGT, FO, l'Unsa et la FSU ont estimé en soirée dans une déclaration commune que le gouvernement n'avait « pas entendu » la « force des exigences » exprimées lors de la « mobilisation » du 13 mai et réclamé l'ouverture de « véritables négociations sur d'autres bases ». Elles « apportent tout leur soutien aux multiples actions en cours dans les entreprises », « aux grèves et actions unitaires du 19 mai » (fonctionnaires), affirmant leur volonté de réussir le 25 mai « une très grande manifestation » nationale à Paris. Au sortir de la réunion au ministère, Jean-Paul Delevoye a estimé que

suite page 10

suite des brèves internationale de l'aéroport de Roissy). « Au total, ce sont ainsi plus de 7000 personnes qui ont été reconduites au cours des quatre premiers mois de l'année », notamment par l'organisation de « vols groupés ».

« Transparence » oblige, Sarkozy s'engage « à publier chaque mois le nombre de sans-papiers et de non-admis reconduits hors des frontières, de la même façon que nous publions les chiffres de la délinquance ». Toujours donner des gages de bonne conduite aux électeurs potentiels de Le Pen. Mais Sarkozy persiste à se définir comme « républicain modéré et raisonnable ».

Mais c'est loin de satisfaire Sarkozy pour qui les centres de rétention ne « sont occupés qu'à 32 % de leur capacité ». Il avoue qu'ils sont vétustes, mais il a du budget pour poursuivre l'effort de rénovation. Et pour trouver encore plus d'efficacité, le projet de loi prévoit de tenir « prioritairement les audiences sur les lieux d'arrivée et de départ », c'est-à-dire ports ou aéroports où sont maintenues en zone d'attente les personnes étrangères voulant entrer en France et dépourvues de visas. Cela va-t-il devenir la règle de faire les audiences à l'endroit où sont appréhendés les resquilleurs ? Ça se produit déjà à la gare de Lille où se sont tenues des audiences pour les adeptes du train gratuit, victimes de la LSQ. C'est excessivement grave: la logique vichyste n'est pas loin.

Quel est intérêt d'une telle loi ?

Quand Le Pen aboie, c'est l'État qui mord. On l'avait déjà vu avec les socialistes au pouvoir et les différents régimes de cohabitation: tous pensaient qu'en se montrant « fermes » sur l'immigration dite clandestine, cela ferait décliner le vote d'extrême-droite. Cela n'a pourtant pas empêché Le Pen d'être présent au second tour de l'élections présidentielles l'an passé.

Aujourd'hui, cette loi vise essentiellement à entraver les possibilités d'entrée de ressortissants du Sud. Dans le même temps, toujours selon le projet de loi Sarkozy, les ressortissants de l'Union européenne (UE) n'auront plus besoin de cartes de séjour. Or, dès l'an prochain, dix nouveaux États de l'est de l'Europe vont se joindre aux quinze et agrandir l'espace Schengen qui prévoit notamment la libre circulation des ressortissants de l'Union. Soit le gouvernement français n'a pas confiance dans les capacités de ces pays à verrouiller leurs frontières extérieures, soit il estime que l'afflux de ressortissants de ces nouveaux pays de l'Union sur le marché du travail français sera suffisant pour se passer un certain temps de travailleurs des pays du Sud.

Là dessus, il y a les négociations de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) sur la libéralisation des services et ses répercussions sur les débats au sein de l'Union. Selon la Tribune (quotidien proche du Medef) du 18 avril, suite page 11

suite de la page 9 l'on « a aujourd'hui franchi une étape très importante » après l'acceptation par « notamment la CFDT » d'un « compromis ». Comme nous devions le craindre les syndicats de collaboration ont trahis les travailleurs en jouant leur rôle de jaunes.

François Chérèque de la CFDT a parlé d'un « compromis acceptable » au vu des « avancées ». Le bureau national de la CFDT devait « se réunir » pour « décider de son attitude face à cette réforme et aux événements qui viendront maintenant ». Jean-Luc Cazettes de la CFE-CGC a exprimé son accord, appelant à ne plus se joindre aux mobilisations. En revanche, Jacques Voisin de la CFTC a dit sa « déception », malgré des « avancées » voire des « points très positifs ». Son bureau national va se réunir, notamment dans la perspective du 25 mai.

Côté patronat, Guillaume Sarkozy, vice-président du Medef, a considéré comme une « bonne chose » le « rapprochement de points de vue » entre gouvernement et « certaines centrales syndicales ». En toile de fond, des grèves ont persisté dans l'Éducation nationale et les transports, perturbant le trafic et relançant la polémique sur le service minimum garanti à la SNCF et à la RATP. Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, a stigmatisé « le désordre social et la paralysie de l'activité économique » qui font planer le risque d'une « récession si ça dure ». Bien sûr, le patronat a peur d'une grève générale qui ferait perdre de l'argent aux actionnaires, mais qui reste le seul moyen de pression pour infléchir le gouvernement.

La situation dans les transports franci-



liens a encore connu de très fortes perturbations malgré des signes de détente: dix-huit assemblées générales, chez les agents de la RATP (métro et RER), ont voté la reprise du travail, et treize sa reconduction jusqu'à vendredi sous la menace de sanctions pour absence de préavis de grève. À la SNCF, la situation était encore perturbée sur la région banlieue de Paris-Nord, ainsi que dans certaines liaisons TER les régions de Clermont-Ferrand et de Rouen.

À la suite de cette division syndicale, le gouvernement va essayer de jouer le pourrissement des grèves et de la mobilisation. Travailleurs, ne soyez pas dupes, l'accord de la CFDT et de la CFE-CGC est un accord au rabais qui ne change pas le fond de la loi contre laquelle vous fûtes si nombreux à vous mobiliser le 13 mai. Rien n'est encore perdu, déposez des préavis de grève dans vos entreprises et administrations et faites du 25 mai un nouvel élan pour que, ensemble, nous puissions gagner la bataille contre la casse des retraites.

M.S.

Retraites de nos député(e)s !

Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais

Aujourd'hui bon nombre de députés notamment de droite s'indignent du fait que les fonctionnaires ne cotisent que 37 ans et demi, alors que, dans le privé, la durée de cotisation est de 40 ans. Ils oublient de dire qu'eux-mêmes bénéficient d'un régime de retraite (statut particulier) défiant toute concurrence, et qu'ils se gardent bien de remettre en cause. En 2002 le coût de la retraite des députés a été de 34,9 millions d'euros.

Quelques chiffres

Un député ayant effectué 1 seul mandat (5 ans) peut toucher à partir de 55 ans 1 572 euros par mois de retraite (soit 10 311,64 F). Après 20 ans de cotisation (4 mandats) son plafond est fixé à 6 000 euros, soit près de 40 000 F par mois de retraite.

Chez les sénateurs, la retraite moyenne est de 2 625 euros (17 220 F) et ils peuvent en bénéficier à partir de 53 ans.

Enfin, un ancien élu qui n'est pas reconduit dans ses fonctions (c'est-à-dire s'il est battu) bénéficie d'un revenu dit « revenu de transition » de 5 169 euros par mois (33 909 F).

Bien évidemment, à ces indemnités dont beaucoup d'entre nous se contenteraient, s'ajoutent des revenus issus des activités exercées à côté de leur mandat de parlementaire: autres mandats électifs ou activités dans le privé, ou dans le public, ou encore en tant que chef d'entreprise (Dassault) ou ayant des jetons de présence dans les conseils d'administration.

Alors tous ces donneurs de leçons qui nous font passer pour des privilégiés qui s'indignent de nos régimes particuliers, qui parlent sans arrêt de justice, auraient-ils oublié que la justice, c'est d'abord d'appliquer à soi-même ce que l'on veut appliquer aux autres. Oui mais voilà « faites bien ce que je dis, mais surtout pas ce que je fais ». N'oublions pas que la première mesure de ce gouvernement a été d'augmenter le salaire des ministres de 70 %.

info AC! Rhône

suite des brèves « Le travail des étrangers dans les services divise les Quinze: les divergences portent notamment sur l'ouverture des frontières de l'UE à des travailleurs étrangers œuvrant dans les services, pour des missions définies et des périodes limitées ». Contrairement aux objets manufacturés qui peuvent être fabriqués partout sur la planète, les services nécessitent souvent une main-d'œuvre là où ils sont rendus (et vendus): le manque de bras dans certains types d'activité (hôtellerie-restauration, ingénierie, etc.) amène donc à avoir recours à des travailleurs étrangers.

La loi au secours des entreprises

Le patronat européen soutient la demande de pays en voie de développement comme l'Inde qui souhaitent que leurs cadres et ingénieurs (de l'informatique et des bureaux d'études notamment) puissent travailler plus facilement dans l'UE, sur la base d'un contrat. Aux ordres de ces lobbies patronaux, la Commission de Bruxelles et Pascal Lamy, négociateur européen à l'OMC, proposent de développer l'accueil de ces professionnels dans l'UE, selon une politique de quotas. La France et l'Espagne préféreraient un système de « test de nécessité économique »: il serait recouru à des étrangers non communautaires après s'être assuré que le besoin ne peut être couvert parmi les Quinze.

Le marché du travail, c'est bien autour de cela que se jouent les décisions sur la circulation des étrangers, comme celle qui consiste à faire passer de trois à cinq ans les années nécessaires pour obtenir une carte de résident: les contrats de chantier pouront ainsi se poursuivre pendant près de cinq ans, sans qu'au bout la personne étrangère obtienne automatiquement la carte de résident permanent. Comme c'est le cas depuis longtemps, pour des raisons internes électorales et externes économiques et géopolitiques, l'État se donne les moyens de choisir les immigrés dont il a besoin. Et plus hypocritement, les travailleurs clandestins dont l'économie a aussi besoin.

D'une manière générale, la frénésie législative actuelle (immigration, décentralisation, retraites, etc.) a essentiellement pour objet de créer les conditions nécessaires pour le développement d'un capitalisme libéral pur et dur. Il est toujours aussi urgent de développer la solidarité entre personnes, quels que soient leur âge, le lieu où elles vivent, leur nationalité, leur statut social ou leur statut administratif: c'est ainsi que nous pourrions faire échec à ce système qui se nourrit de certaines de nos différences, celles créées par des statuts différents, voire de nos non-statuts.

Hervé Richard

Informations tirées d'articles de l'Humanité, le Figaro, le Monde, la Croix, les Échos, la Tribune.

Climat pesant à la BNF

IDEX & CIE est une société privée qui effectue l'entretien des installations de climatisation, de plomberie et d'électricité dans plusieurs établissements. Ce groupe bénéficie en Ile-de-France de contrats de maintenance sur les sites suivants: la Bibliothèque nationale de France (BNF), le ministère des Finances, l'hôpital du Val-de-Grâce, le Louvre et quelques sites de la RATP. Étant technicien chez eux sur le site de la BNF, je vais vous décrire l'envers du décor.

Nous recensons aujourd'hui le départ d'au moins 62 personnes, les trois quarts étant intérimaires (fin de mission) et les autres sont allées voir ailleurs (certains sous la pression). Le contrat qui a été signé entre la BNF et IDEX stipule qu'il faut un effectif de 20 personnes.

Je suis arrivé en tant qu'intérimaire en octobre 2002 et ai été embauché au mois de janvier 2003. Au début nous n'étions guère plus que 3 ou 4 intérimaires, et par la suite nous représentions plus de la moitié de l'effectif. Seulement 4 sont passés en CDI.

Je passerai sur la jalousie et la putasserie de certains collègues (qu'on nommera collabos de classe) envers les intérimaires. Cela a été suscité par des salaires plus élevés en intérim. En effet, il est plus facile, et donc plus lâche, de casser du précaire plutôt que de broyer le patronat.

Au mois de février 2003, un collègue a été licencié pour faute grave. Je l'ai assisté lors d'un entretien avec le directeur d'agence. Deux semaines plus tard, le verdict tombe: licencié pour faute grave avec, à l'appui, des témoignages bidons et non fondés. Une action aux prud'hommes est en cours. En marge de cela je dénonce l'attitude dégueulasse et faux-cul des collègues qui n'ont rien fait pour le soutenir: « tant que c'est pas moi qui suis viré... »

En fait, ce qu'il faut comprendre, c'est que la direction a pour volonté de se séparer des « anciens », avec leur franc-parler, qui nuiraient au bon fonctionnement de la société et inciteraient les plus jeunes à des actes de rébellion. Ce qui se traduit par l'embauche de jeunes plus malléables et corvéables à merci.

D'autre part, récemment, un collègue a fait un malaise. C'est un technicien d'une autre boîte prestataire qui l'a retrouvé. C'est la deuxième fois que ce genre d'accident lui arrive. Aucune précaution n'a été prise de la part de la direction. Nous avons envoyé un courrier à la direction d'IDEX, et aussi à celle

de la BNF. Notre collègue a passé une visite médicale: inapte au travail (merci la médecine patronale), tout en lui suggérant de changer de boulot. Cinq jours plus tard ces mêmes notables le remettent apte.

Aujourd'hui la situation est très critique. Nous ne sommes plus que 15 dont 8 techniciens sur le terrain. Afin d'éviter toute mésentente avec le client ou avec certains délégués du personnel, nous pouvons voir sur les planning 20 personnes. Ils n'ont pas enlevé les personnes parties.

Ajoutez à cela le gel financier. IDEX n'achète plus de matériel, y compris de consommables, sous prétexte qu'ils sont déficitaires sur ce site, donc sans argent. Cela se traduit par le non-changement des pièces défectueuses sur les installations.

Actuellement, des rumeurs persistent à dire que la société va perdre le site. Qu'en est-il vraiment? Aucune info ne circule, cela reste plus ou moins tabou. Du côté de la BNF, cette situation est plus que profitable. En effet, sur chaque retard sur le travail, IDEX leur verse des indemnités.

Vis-à-vis des collègues, la mentalité régnante est carrément fondée sur l'antisyndicalisme. Ils critiquent mais sont incapables de soutenir des collègues dans la merde. Où sont donc passées la solidarité et la dignité ouvrières? Les syndicats? Ils existent. Deux syndicats patronaux en tête: la CFCT majoritaire au CE et la CFDT. La CGT reste pour l'instant assez contestataire, du fait qu'elle n'est pas encore majoritaire.

Pour ce qui est des retraites, les travailleurs du privé persistent à dire que ces réformes sont bonnes car elles obligent le public à cotiser le même nombre d'années qu'eux (ils n'ont certainement pas dû s'informer de la suite).

Tout ce que nous allons subir avec les diverses réformes qui tendent vers la précarisation et l'individualisation des travailleurs, et donc à l'esclavagisme moderne, nous travailleurs du privé le méritons. D'une part par notre non-participation aux luttes même locales, et d'autre part par certaines mentalités purulentes fondées sur une guerre: privé contre public. Nous aurons ce que nous prendrons!

Nico
CNT-BNF

Ça branle dans le manche...

Mais à quel jeu jouent les instances des grandes confédérations syndicales ?

Sam

CÇA Y EST, on pourra dire que la journée du 13 mai a été un succès. Plus de 2 millions de manifestants et manifestantes dans la rue. Du jamais vu depuis 1995, avec plus de 300 000 personnes à Paris, 200 000 à Marseille, 100 000 à Toulouse, 50 000 à Lyon, etc. Des cortèges déterminés et pour beaucoup très combatifs. « 37,5 annuités pour tous et toutes, public, privé » « Retraites, on ne négocie pas, de l'argent il y en a dans les caisses du patronat », « On passe déjà sa vie à la gagner, voilà qu'à la retraite faudrait mendier, en grève, en grève illimitée », « Face à la dictature du patronat, un seul jour ne suffira pas, public-privé, en grève illimitée » voilà quelques slogans anarchosyndicalistes, au milieu de slogans syndicaux eux-mêmes souvent vindicatifs. À cette heure, la grève est reconduite dans l'éducation, dans quelques secteurs des transports, des télécommunications, etc.

Mais, alors, que la mobilisation a dépassé en ampleur toutes les attentes, une chose est sûre, c'est que les grandes confédérations (tout du moins leur bureaucratie) jouent à un jeu bien étrange: elles vont discuter avec le gouvernement au lendemain de la grève, tout en sachant pertinemment que sans un rapport de forces effectif elles ne pourront récolter que des miettes tout en avalisant le juteux hold-up que le Medef tente de faire sur nos retraites... Mais surtout, la CGT repoussent les échéances de mobilisations à... début juin. Alors que des secteurs entiers sont déjà engagés dans la grève, une telle déclaration ne peut être interprétée que comme une volonté de garder le mouvement sous contrôle, au risque évident de briser par avance tout rapport de forces effectif. De même la manifestation nationale du 25 mai, si elle pourrait être une initiative heureuse comme temps fort de mobilisation, pourrait bien s'avérer un enterrement de première classe, puisque celle-ci a surtout servi comme élément d'alternative à la grève reconductible.

Or cette grève reconductible, il semble évident que la CGT (ses instances confédérales) – tout comme la CFDT mais ce n'est pas là une surprise –, n'en veut absolument pas. Il suffit de constater par exemple qu'aucune assemblée générale interprofessionnelles, chose incroyable, n'a été appelée par les unions départementales à Lyon. Il a fallu que le comité intersyndical de défense des retraites du Rhône, regroupant des militants et des militantes syndicalistes CGT, CNT, Sud, FO, FSU, CDT prenne cette initiative, pour qu'elle ait eut lieu, mais... dehors, sur le parvis de la Bourse du travail, le secrétariat général ayant refusé d'accorder une salle alors que plusieurs sections syndicales (Sud, FO et autres) en avaient fait la demande. Du fait de ces obstacles et du faible relais de la part des structures syndicales, seule une centaine de personnes ont participé à la rencontre, néanmoins fructueuse.

On ne peut interpréter cette attitude des instances des confédérations que comme une volonté de garder le contrôle de la situation, résultant d'une peur panique d'un « nouveau 95 » qui verrait les grandes confédérations débordées par la base une fois de plus. Mais aussi, ce qui est assez grave, comme le résultat d'une façon de concevoir le syndicalisme ayant pour horizon indépassable le système capitaliste existant et la préservation de son « équilibre », c'est-à-dire que toute amélioration sociale obtenue ne saurait se faire sans contrepartie en faveur du patronat. C'est l'absence de rejet, sur le principe même, de l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire du vol des richesses que nous créons par les actionnaires et les patrons, qui conduit les instances syndicales à considérer comme normale et non modifiable la répartition actuelle des richesses. Dans ce cadre, on part vaincu par avance, on se contente de négocier des miettes quand c'est toute la boulangerie qu'il faudrait remettre en

Sam est militant du groupe Durruti de la FA et de la CNT Éducation



Jean Granier, sans titre.

question. Négocier sans rapport de force, c'est brader à bon compte les droits et les acquis des travailleurs et travailleuses. Celui ou celle qui se bat peut perdre, celui ou celle qui ne se bat pas a déjà tout perdu.

Or, le rapport de forces réel ne s'est jamais construit autrement qu'en s'attaquant au portefeuille des actionnaires et des patrons, c'est-à-dire en paralysant l'appareil de production et d'échange. La pensée capitaliste vise le profit à cours terme. Les actionnaires et les patrons, s'ils s'accrochent sans problème d'une succession de journées de 24 heures, ne peuvent pas se permettre un mouvement de grève qui dure : le profit se joue à cours terme... Ce n'est donc que par la grève reconductible jusqu'à satisfaction des revendications que nous pourrions faire plier le patronat et le gouvernement qui n'est, par essence, que son épiphénomène politique. La CNT, Sud, et plus récemment la FSU (sous la pression de sa base, et après avoir tenté de maintenir les luttes sous le boisseau) et FO (malgré le manque de position confédérale claire sur un appel public-privé), ainsi qu'un certain nombre de fédérations et de sections syndicales CGT l'ont bien compris, tout comme nombre de syndiqués et syndiquées de base ou de travailleurs et travailleuses non syndiqués. Mais les confédérations, elles, sclérosées par leur logique réformiste, préfèrent prendre le risque de briser le rapport de force plutôt qu'avoir le courage de mener une lutte dans la durée, qui aura un coût, mais qui seule peut modifier le rapport de force en faveur des travailleurs et des travailleuses.

La répartition des richesses, voilà ce qui est en cause, qu'il s'agisse de retraite, de salaire et de protection sociale ! Nous pensons en tant qu'anarchistes que les richesses doivent être réparties de façon égalitaire. Que ce qu'on appelle « profit » n'est qu'un vol des richesses produites que nous, travailleurs et travailleuses produisons. Que c'est ce vol qui est à la base

de l'inégalité sociale, et que si nous reprenions ne serait-ce qu'une part de ce que l'on nous a volé, nous pourrions financer largement les retraites. Que l'objectif reste l'abolition du travail salarié et la redéfinition de l'activité productive en fonction de l'utilité sociale et par conséquent la garantie d'un revenu décent – ou tout du moins un accès égal aux biens et aux services nécessaires à la vie, quel que soit l'âge. Nous visons la propriété collective des moyens de production et d'échange, leur gestion directe et fédéraliste libertaire, ce qui implique un partage égal des richesses. C'est à cet objectif que nous devons nous employer.

Ce que nous arracherons au patronat et aux actionnaires ne sera que la conséquence du rapport de forces que nous pourrions construire, par l'action directe (grève reconductible, occupation, sabotage des cadences selon le principe « à mauvaise paye, mauvais travail ») mais sans perdre de vue cette perspective révolutionnaire. L'issue (arracher au patronat des acquis, insuffisant mais nous permettant de ne pas croupir dans la misère, ou parvenir à la rupture révolutionnaire) dépend de notre capacité à (re)construire un rapport de force social, de l'intensité de ce rapport de forces. Au vu de la liquidation des structures et des pratiques collective de luttes et de défense du mouvement ouvrier et du mouvement social et syndical par 80 ans de marxisme, sous ses versions sociale-démocrate, communiste ou trotskiste, qui ont toutes en commun la notion de délégation, de syndicat-courroie-de-transmission, de transfert du terrain d'action du rapport de force réel (celui de l'action directe politique économique et sociale) au virtuel (l'arène électorale, ou la « politique » politicienne), la tâche est immense. Reconstruire les éléments de solidarité sociale, reposer la question de la légitimité de ce système d'exploitation capitaliste, élitiste et patriarcal, telles sont les tâches aux-

quelles s'emploient les militants et militantes anarchistes, anarchosyndicaliste et anarchaféministes de concert avec d'autres acteurs et actrices du mouvement social en rupture avec l'idéologie de la représentation. Nous devons en finir avec les poncifs marxistes qui ont désarmé le mouvement social et ne compter que sur nous-mêmes, car le progrès social ne viendra jamais d'un ministère, mais ne se fera que comme conséquence de notre action sans intermédiaire. Nous devons ramener le centre de gravité social et sociétal du virtuel (l'arène politique des partis, de l'électoratisme, ou de la représentation des porte-parole autoprouvés) au réel (la grève, la manifestation, l'occupation, l'entraide sociale). C'est par ce biais seulement que nous arriverons à reprendre l'offensive face au patronat, à l'État et à toutes les formes de domination et d'exploitation.

Voilà ce que les instances syndicales confédérales feraient bien de comprendre (on peut rêver...) pour revenir aux origines du syndicalisme, lorsque la CGT s'affirmait sous l'influence de militants et militantes anarchistes syndicalistes révolutionnaires, indépendante face à l'État et au patronat mais visant un projet de société sans État ni patrons, basé sur le fédéralisme et la gestion directe des moyens de production et d'échange collectivisés. C'est à cette époque et dans le prolongement de ses pratiques d'action directe qu'on été arrachés aux patrons les maigres acquis dont nous disposons, tout comme ont tremblé à maintes reprises les puissants.

À nous de développer dans nos syndicats ces pratiques d'action directe (grève reconductible, etc.) et de tenir un discours de rupture avec le capitalisme. De réaliser dans les faits la grève reconductible public-privé en allant voir les autres professions, car les instances confédérales n'en prendront jamais l'initiative, ou alors trop tard... C'est à ce prix que nous pourrions espérer rompre avec un système économique et social qui se fonde sur notre appauvrissement généralisé pour le plus grand profit de quelques-uns et quelques-unes. C'est dans cette perspective que nous devons poser la question des retraites et arracher un retour aux 37,5 annuités (objectif à portée du rapport de forces actuel si nous arrivons à construire la grève reconductible) et une retraite décente et égale pour tous et toutes. Sans quoi nous laisserions les patrons nous retraire comme des chiens... S.

la mascarade des 14 et 15 mai

Eric Gava

À L'HEURE où vous lirez ces lignes – c'est la formule consacrée – les choses auront peut-être bougé dans le bon sens, c'est évidemment notre vœu le plus cher! Parce qu'en ce samedi 17 mai, à l'heure où nous écrivons ces lignes - reformule consacrée - nous sommes bien obligés de constater que la mayonnaise de la grève générale et reconductible – même cantonnée à la seule fonction publique – a du mal à prendre. C'est long, trop long! Hormis dans l'éducation nationale où elle s'étend – car en plus de la défense des retraites s'ajoutent les questions de la décentralisation et des moyens –, la grève reconductible ne touche encore que trop peu de services et dans trop peu d'endroits.

C'est dire si la journée du 19 mai - et après - est importante, car nous sommes à la croisée des chemins. Elle est lancée par les fédérations de fonctionnaires – CGT, FO, FSU, Unsa, CFTC (si, si!), les Sud s'y joignent – dont certaines - FO, Unsa, Sud – appellent déjà à la grève reconductible dans l'Éducation nationale. Si la mobilisation est forte et que la détermination des agents l'est aussi, que cesse enfin cet attentisme où tout le monde attend tout le monde pour partir, il sera peut-être alors possible que les jours suivants la grève se poursuive et s'installe dans la durée.

Autrement, ce sera la catastrophe car on a du mal à penser que les secteurs déjà partis pourront encore longtemps espérer

être rejoints: l'après 25 mai ou l'après 3 juin, c'est beaucoup trop loin quand on a déjà quinze jours ou trois semaines de grève dans les pattes. C'est dire aussi que l'extension et la généralisation du conflit sont les conditions sine qua non pour gagner cette bataille des retraites, qui concerne l'ensemble des salarié(e)s – même si en apparence ce sont les fonctionnaires qui en prennent le plus dans la gueule – parce que les propositions gouvernementales pérennisent les décrets Balladur et vont entre autres dans le sens d'un allongement de la durée de cotisation pour tous.

Gâchis...

Le 13 mai a pourtant été d'une ampleur rarement égalée - du moins dans la fonction publique – mais les mauvaises habitudes et les mauvaises raisons ont été plus fortes que l'enthousiasme populaire de ce jour historique. Les explications ne manquent pas: les organisations syndicales l'ont trop présenté comme la journée, sans laisser explicitement apparaître une suite possible, le succès était tel qu'il a pu laisser croire que c'était gagné. La peur de se lancer, l'attentisme général évoqué plus haut, mille et une causes ont fait – hormis une tentative dans les transports et dans certains secteurs de la Santé – que ça en est resté là. L'une, et non des moindres, est l'absence de mots d'ordre clairs de la part des directions syndicales. Car s'il n'est pas question de revenir aux grèves

presse-bouton – c'est aux gens de se déterminer et de se lancer dans la lutte – entre un vague appel à continuer l'action et à l'amplifier, et un appel clair à constituer partout des AG pour voter la grève reconductible, il n'y a pas photo. Parce que dans ce cas on fait comprendre aux personnels que les moyens du syndicat sont avec eux pour la lutte et ça aide. Sans vouloir se lancer dans un règlement de compte antisyndical, il faut se poser la question de l'attitude de la CGT, au vu de son influence prépondérante dans de nombreux secteurs: à aucun moment son secrétaire général n'a demandé le retrait pur et simple du projet Fillon, l'appareil cégétiste a tout fait pour casser la grève dans les transports et n'a rien fait évidemment pour appeler, dès le 14, à poursuivre la grève!

Enfin, il est inconcevable que la CGT et FO – la FSU, l'Unsa et Sud n'étaient pas invités – aient pu se prêter à cette pantalonade du mercredi 14 mai. Fillon recevant les cinq syndicats représentatifs pour « des négociations » sur des points secondaires de son texte! Le piège où il ne fallait pas tomber! Laisser croire que le gouvernement avait réussi à briser le front syndical, c'était offrir une machine de guerre contre les grévistes et les futurs grévistes, un outil servant à les décourager à poursuivre ou entrer dans la lutte. Comme si c'était une surprise, comme si on ne savait pas d'avance ce qui allait se passer à

Eric Gava est militant du groupe de Rouen de la FA.

ces pseudo-négociations. Ce n'est un secret pour personne que la direction de la CFDT et le gouvernement sont sur la même longueur d'onde, dans la même logique de partage de la misère, les mêmes points de vue sur l'allongement de la durée de cotisations pour les fonctionnaires et que leur alignement privé-public se fera par un nivellement par le bas.

Vouloir maintenir une unité, même de façade, avec la CFDT et la CGC, c'était donner à Raffarin des verges pour se faire battre, et nous par la même occasion ! On le savait d'avance que la CFDT et ses complices étaient prêts à signer - la seule question était quand - et la mise en scène de la tragi-comédie de la nuit du 14 au 15 mai prêterait à rire si les conséquences n'étaient pas aussi graves pour les salarié(e)s ! Cette dramatisation sur quelques miettes, cette savante orchestration de la prise en main du dossier par le premier ministre lui-même et son « arbitrage », toutes ces ficelles éculées ne dupent que les gogos et les naïfs, qui croient encore que ce genre de négociation est utile et que certains syndicalistes les y défendent encore ! Tout y était réglé d'avance entre Chérèque et le gouvernement. Je fais mine de me fâcher, on se quitte, on se téléphone et on arrive le lendemain à un « bon compromis ». Voilà comment, les 14 et 15 mai, ont été vendues nos retraites pour un plat de lentilles !

Des cacahuètes

La CFDT et la CGC, - chose curieuse la CFTC reste réservée - n'ont obtenu que des clopinettes, et pour cause puisqu'elles avaient déjà cédé sur l'essentiel. Où est la grande avancée pour les travailleurs ayant commencé très jeunes à 14, 15 ou 16 ans ? Ils gagnent un an avant 60 ans pour ceux qui ont commencé à 16 ans, et dès 56 ans pour ceux qui ont commencé à 14 ou 15 ans, à condition bien évidemment d'avoir toutes leurs annuités et de fait 41, voire 42 ou 43 ! Quant à la victoire mirobolante pour les retraité(e)s après une carrière au Smic, 85 % (au lieu de 75 % initialement prévu) de celui-ci, à condition encore d'avoir toutes les annuités, c'est mirifique ? Et il faudra attendre 2008, faut pas être pressé ! On vivra bien avec ça ? Est-ce que ça veut dire que le

Minimum Vieillesse sera valorisé à cette somme, qu'il n'y aura plus de pensions au-dessous de 85 % du Smic ? Rien n'est moins sûr.

Quant à la décote, elle baissera très lentement et de moitié pour le privé, et elle montera pour arriver à 5 % pour le public. C'est ça l'équité ? Maintenir le principe scandaleux de la décote et l'étendre à tout le monde ? Quand on sait l'âge de beaucoup, pour cause d'études, d'entrée dans la fonction publique, et que contrairement aux cadres du privé - eux aussi ont fait des études - il n'y a pas de retraite complémentaire obligatoire, les conséquences de l'allongement de la durée de cotisation conjugué à la décote de 5 % (5 au lieu de 6, quel gain !) seront insupportables tant elles diminueront les pensions ! Sinon, rachetez vos années d'études (enfin trois...), comment, à quel prix ?

Aucun syndicaliste digne de ce nom ne peut accepter ce massacre ! Aucun syndicaliste ne peut prétendre devant ses mandants qu'il a ainsi sauvé leurs retraites ! Il le sait bien, Chérèque, que ça va faire mal ! Il présente comme un succès à mettre à son actif que ces mesures ne seront appliquées que dans un temps plus long, retarder un peu le bourreau, c'est une défaite pour ce dernier ! Le sinistre Fillon l'a lui aussi avoué à la télé, c'est un gros effort qui est demandé aux fonctionnaires, dans l'intérêt national ! Pour nous brandir ainsi les grands mots de l'intérêt supérieur de la nation, effectivement c'est plus qu'un gros effort, c'est le sacrifice de leurs pensions qui leur est demandé !

Diviser pour mieux régner reste une valeur sûre : la CFDT ayant un pouvoir de nuisance dans la Santé où elle reste bien implantée - Chérèque le sait d'autant mieux qu'il en vient - pour amadouer les personnels, on leur offre généreusement une année supplémentaire par dix ans cotisés, histoire de faire croire que ça suffira pour compenser les pertes à venir, avec comme succette supplémentaire l'intégration des primes pour les aides-soignantes, comme ça on enfonce bien le clou. Dans beaucoup de secteurs, il y a aussi des primes, parfois conséquentes, une retraite complémentaire à base de points calculés sur celles-ci est censée arrondir leurs retraites,

bref, mettre un peu de beurre, non plus sur les épinards, mais sur les patates ! Notons qu'on revient aussi au calcul des pensions sur les six derniers mois, au lieu des trois ans prévus par Fillon, c'est toujours ça de repris. Mais encore une fois, on est vraiment tombé bien bas pour affirmer que le maintien d'un acquis, c'est une grande avancée. La chanson ne dit-elle pourtant pas que « c'est reculer que d'être stationnaire » ?

Enfin, une note comique : pour les enseignant(e)s, la possibilité d'accéder à une seconde carrière (sic) dans la fonction

Chérèque et autres traîtres, ceu- là, on ne se fait plus d'illusions, ça fait longtemps qu'ils ont repeint leurs boutiques en jaune ! Ce sont les autres confédérations qui nous intéressent. Vont-elles être capables de prendre la mesure des enjeux, vont-elles comprendre que c'est l'avenir du mouvement social qui est en cause ? Elles ne peuvent pas se contenter d'encourager de loin, d'en haut, ceux qui se battent, ou faire le dos rond en attendant des jours meilleurs où leurs amis de gauche reviendront aux affaires... Il sera alors trop tard ! Assez d'attentisme et de pusillanimité ! C'est



publique sans pénalité sur la cessation progressive d'activité ! Vous êtes fatigué de faire la classe à 60 ans et plus à de charmants petits bambins certes un peu agités, pas de problème, il vous manque des annuités, complétez-les jusqu'à 70 ans ! Dans une seconde carrière à faire quoi, où, comment ? Le mystère demeure.

En avant ! Grève !

Dans cette lutte sur les retraites, c'est aussi la crédibilité du syndicalisme, pour ne pas dire sa survie, qui se joue. Pas celui des

à la bataille qu'il leur faut aller ! C'est leur rôle et leur boulot ! Elles doivent être dedans, parmi toutes celles et tous ceux qui se sont investis, qui font vivre et grandir la grève reconductible, qui construisent le mouvement de lutte, qui l'amplifient et qui essaient de l'étendre partout, vers la grève générale ! Au jour d'aujourd'hui, il n'y a pas d'autre alternative possible que de renforcer ce combat, sinon, la journée du 25 mai pourrait bien devenir un enterrement de première classe !

E.G.

Tiens! ? la classe ouvrière existe!



CE SONT les médias qui l'ont dit! Reportages, enquêtes, analyses, portraits... les radios, quotidiens, magazines, chaînes de télévision étaient formels: la classe ouvrière existe. Des journalistes ont fait les entrées et sorties d'usine pour ramener à leur rédaction des papiers mêlant des impressions, façon cartes postales, et des bribes de propos recueillis auprès d'ouvriers. D'autres le firent sur pellicule pour le « 20 heures ». Sans compter les analyses diverses et variées. Mais cette dernière partie était évidemment réservée aux professionnels de la pensée. Observons la façon dont les sujets étaient présentés. Aux ouvriers les impressions, la parole sur leur vécu. Cette parole étant toujours tronquée, interrompue, tronçonnée, car ne servant en réalité que de support à la docte analyse servie par le spécialiste dont la parole est respectée. Car, cela va de soi, l'«homo-ouvrier» est incapable de produire la moindre pensée, la plus petite analyse, contrairement à l'«homo-intellectuellisé» ou supposé tel.

Mais, au fait, pourquoi donc des journalistes couraient-ils après les ouvriers? Que ces journalistes partagent les mêmes préoccupations que leurs amis et voisins de palier médecins en grève pour augmenter leur revenus de façon indécente, c'est compréhensible. Ils partagent le même mode de vie, les mêmes références; bref, ils se comprennent. Alors qu'avaient donc fait les ouvriers pour devenir enfin dignes d'intérêt? Nous sommes alors en mai 2002, et « les » ouvriers ont voté Front national, et certains le disent. Leur crime avoué, ils voient fondre sur eux la meute médiatique pour mettre au pilori ces affreux, sales et méchants. Le ton est souvent apitoyé, condescendant. Le vrai phénomène de masse chez les ouvriers, l'abstention, n'est pas vraiment abordé. Cette question pourrait en amener d'autres, complexes celles-ci, liées à la légitimité du système et à la perte de confiance d'une partie de la classe ouvrière en celui-ci. Par contre, le vote FN, en voilà un sujet consensuel à ce moment-là. Quoi! la France plurielle est dans la rue et le fascisme à la porte du pouvoir et « les » ouvriers votent pour la peste brune! En voilà du papier à vendre! Il y aura même un grand et sérieux dossier dans le Monde: « La France des oubliés ». Le titre du dossier est agaçant comme le sont ces dénominations politiciennes et médiatiques, en un mot racoleuses, du genre « les exclus de la croissance » ou encore « les blessés de la vie » qui flattent l'indignation facile et l'apitoyement plutôt qu'une approche politique. Ce dossier rappelle malgré tout la réalité de 7,1 millions d'ouvriers (plutôt des hommes) et de 7,8 millions d'employées (plutôt des femmes): on chôme plus, meurt plus, les salaires sont maigres, « l'ascenseur de la promotion sociale » est en panne et si, en plus, on est immigré... « Tiens, la classe ouvrière existe encore », s'est peut-être dit un « bobo ».

Son cœur, à gauche bien sûr, aura même été sensible à « cette France des oubliés »... (Vous pariez combien que son portefeuille, lui, il reste « à droite »?)

J'ai rencontré, il n'y a pas longtemps, un jeune homme sincèrement intéressé par les idées libertaires. Mais voilà, il trouvait notre intérêt pour « les ouvriers » déplacé, d'une autre époque... Et puis, me dit-il: « Toi, tu en vois des ouvriers autour de toi? » (il travaillait dans la pub). Cette réaction n'est pas isolée. Il faut dire que ces dernières années, les médias et la classe politique ont donné le ton: la classe ouvrière n'existe plus. Du Parti communiste, qui après avoir abandonné la notion de « dictature de prolétariat » (vous l'avez compris, ce n'est pas ce point que je regrette) délaissa également la notion de « prolétariat » au profit d'une conception plus vague: « les gens », jusqu'au Parti socialiste qui ignorait la classe ouvrière et faisait les yeux doux aux classes moyennes. Et, pour finir, la classe ouvrière elle-même ignorait qu'elle l'était!

Mais revenons à ce jeune homme et à la sentence définitive qu'il prononça: « Les ouvriers ont voté Le Pen, l'électorat de Le Pen est ouvrier! » Il n'avait évidemment pas fait cette trouvaille tout seul! Ce qu'il énonçait comme vérité était un mensonge largement colporté par cette meute journalistique qui, autant par paresse intellectuelle que dans un réflexe de classe, choisit de proposer à la vindicte un coupable idéal: la classe ouvrière. Bien sûr, il y a eu un « vote ouvrier » pour Le Pen, et ce vote est le plus souvent raciste. Mais la grande majorité de l'électorat du FN appartient aux classes moyennes et supérieures, faut-il le rappeler!

Paresse intellectuelle, manque de lucidité et de courage, logique marchande de l'information et réflexe de classe... Nombre de journalistes sont responsables de la construction de ce sentiment sécuritaire et raciste qui vise les plus pauvres aujourd'hui. Que monte la révolte ouvrière lors de l'été 2000 avec des ouvriers qui négocieraient en utilisant la menace de polluer ou de faire sauter leurs usines, et l'on vit des plumes haineuses ou paternalistes baver un peu partout sur novembre-décembre 95: les médias affichent, à quelques exceptions près, leur conviction: pour le gouvernement, contre les grévistes.

Une affiche de Mai 68 indiquait, à propos de la presse: « Toxique, ne pas avaler. » Ceux et celles qui sont en grève, en lutte, qui battent le pavé, comme tous les autres, devraient s'en souvenir. Si l'ennemi a la gueule du patron, du Raffarin, il s'exprime quotidiennement dans son journal, celui qu'on achète machinalement avec sa baguette ou son paquet de clopes. Au moins, sur ce dernier, la couleur est annoncée: « Nuit gravement à la santé. »

Laurent Fouillard

Le foulard est-il une arme ?

Le Furet

U

UNE INTERVENTION très médiatisée de Sarkozy au rassemblement de l'Union des organisations islamiques a relancé une polémique qui s'était quelque peu estompée ces dernières années, sous l'effet d'une gestion au coup par coup localement des problèmes de foulard à l'école. Cette fois, elle a donc été prise à un autre niveau, celui de la carte d'identité. Il faut remarquer que c'est quasi uniquement cette partie de l'intervention du ministre de l'Intérieur qui a été multirediffusée à la télé et retranscrite dans la presse. Ce matraquage est-il seulement dû aux sifflets entendus alors ? En s'opposant au foulard sur la carte d'identité, Sarkozy s'est arrêté à son ministère... Bien évidemment, c'est aussi une relance de la polémique qui dépasse la carte d'identité.

Le contexte est celui d'une « mise au pas » de l'islam en France avec la constitution d'une instance dite représentative – le Conseil national du culte musulman – visant officiellement à donner un interlocuteur à l'État. La constitution de ce conseil dont Sarkozy est si fier (il ne dit pas que plusieurs ministres de l'Intérieur ont préparé le travail avant lui) inclut des musulmans « proches des Frères musulmans » et d'autres « proches de pays étrangers » mais pas certaines organisations partisans d'un islam moderne. On peut aussi voir là une volonté de canaliser la religion musulmane dans le but d'en faire un islam à la française (dans un État laïque), et surtout se mêlant le moins possible de politique.

Cette relance de la polémique a été bien suivie dans les médias et organisée de manière similaire dans différentes émissions de télé, où l'on a pu constater que la langue de bois n'est pas le privilège des politiciens ou des coureurs cyclistes dopés comme des veaux : les porteuses de foulard savent très bien, elles aussi, ne pas répondre aux questions qui leur sont posées.

Une fausse querelle

Les jeunes femmes présentées à la télévision pour défendre le foulard n'avaient d'autres arguments que le fait qu'elles le portent de

leur plein gré, qu'il s'agit d'un choix personnel effectué sans influence particulière de la famille ou des proches, et qu'il fallait le considérer comme un signe spirituel et uniquement comme tel... Cela est bien peu convaincant. Quel adepte d'une secte dira qu'il ou elle n'est pas libre ? Ce sont toujours les autres qui sont dans l'erreur...

En réalité, le foulard n'est pas musulman¹ : il est tout simplement une tradition régionale pré-existante à l'islam énoncée dans le Coran comme un précepte à suivre. De fait, il y a eu une récupération par l'islam et transformation de ce foulard en signe religieux. Cela signifie que le port du foulard est défendu par les intégristes musulmans et non par des croyants ordinaires. La différence est bien là : on suit le texte à la lettre (la tradition) ou bien on tient compte de l'histoire et on relativise (interprétation moderniste). Si l'on considère que les traditions sont immuables, alors on nie toute évolution. Ce n'est évidemment jamais le cas... On nie seulement les évolutions qui dérangent, et celle du foulard est importante pour les hommes car elle les conforte dans le maintien des femmes à l'écart et à les considérer comme des sous-êtres. Il est bien évident que le foulard est un symbole... mais ce n'est pas le symbole de l'islam, c'est celui de l'intégrisme islamiste. Si, aujourd'hui, le foulard n'a généralement pas les mêmes conséquences d'enfermement pour les femmes qui le portent en France que pour celles qui vivent dans un pays comme l'Arabie saoudite, on peut aussi interpréter que c'est tout de même un pion avancé dans un processus d'implantation obscurantiste et ce, au détriment même de celles qui en font la promotion.

On ne va pas défendre ici le port d'une croix ! Il faut cependant remarquer que la signification n'est pas forcément similaire. Cela peut être le fait d'un ou d'une intégriste comme celui d'une mode vestimentaire. Dans ce sens, c'est une banalisation et donc tout aussi indéfendable, mais on n'y voit nettement moins un premier pas vers l'imposition d'un mode de vie liberticide pour ses victimes. La suite page 14



Photo: Paula Bronstein

Dimanche 25 mai

dé-fête des mères

QUELLE FÊTE et pour quelles mères? Pétaïn, grand dérouleur de tapis rouge devant l'occupant, officialisa la « fête des mères », dans un esprit tout patriarcal, directement issu des principes de la III^e République. Il s'agissait lors de cette journée de glorifier les vertus de la femme au foyer. Les penseurs nazis relayèrent cette pratique qui atteint son zénith avec le fameux adage des trois K, reléguant les femmes à de très nobles tâches: Kindern, Küche, Kirsche (enfants, cuisine, église). Tout est dit en trois mots. Ceux-ci ayant été largement repris et toujours véhiculés par leurs descendants intégristes et réactionnaires directs, les Le Pen, Mégret et autre Boutin.

Aujourd'hui ce symbole sexiste perdure et est encore fêté (tradition patriarcale, quand tu nous tiens...). Oh! il ne s'agit pas ici de s'en prendre à l'image d'Épinal qui montre de jolis petits bambins offrant à leur maman un superbe collier de nouilles ou une merveilleuse sculpture en carton pâte, fabriqués à l'école et souvent accompagnés d'un joli poème. Pierre Desproges a mieux que nous exprimé le désarroi de celles qui doivent le recevoir. Non, ce qui nous intéresse plus particulièrement, c'est de découvrir ce qui se cache toujours derrière cette pratique.

Le tout-commerce a repris l'image d'Épinal pour cultiver ses choux gras, parmi tant d'autres prétextes mercantiles. Aujourd'hui, si l'on suit le parcours marketing, l'évolution des images et des mentalités, c'est un robot ménager ou un aspirateur que les bambins doivent acheter à leur mère, pour leur prouver amour et attachement. Et celle-ci se doit naturellement d'accepter ce cadeau avec euphorie pour l'essayer au plus vite.

À quelle vision restrictive et étriquée de la parentalité nous renvoie cette image? Tout simplement, à une vision de la femme qui privilégie ses enfants et son foyer avant sa propre vie. Qui accepte la maternité comme l'essence suprême de sa présence en ce monde. Tandis que les célibataires par choix ou par impossibilité sont, de fait, culpabilisés et stigmatisés. Ce système entraîne donc l'exclusion d'autres formes possibles de parentalité et

impose une vision exclusivement hétérosexuelle du couple.

Plus grave, socialement, le projet gouvernemental visant à supprimer les écoles maternelles se fait l'écho de ces représentations réactionnaires qui voueraient éternellement la femme à rester au foyer pour s'occuper de la progéniture. Pour ces intégristes, il est évident que les femmes sont amenées à stopper le travail puisque leur salaire est, en général, inférieur à celui du « maître de maison ». En 2003, à travail égal, les femmes gagnent toujours 25 % de moins que les hommes. Une bonne raison pour les femmes de rester au foyer, sans indépendance et souvent sans droits, afin de satisfaire le « partage naturel et biologique » des tâches et le fameux « gène du ménage à tendance féminine ». De plus, le gouvernement actuel pense à tout puisqu'il incite, sous couvert de politique familiale, les femmes à la natalité en leur attribuant une prime de 800 euros par enfant, ainsi que l'élargissement de l'APJE et de l'APE au premier enfant. Un salaire maternel au rabais qui confine les femmes au foyer durant 3 ans et qui permet de « libérer des emplois », sans parler de leur non-droit à la retraite.

Piège infernal, puisque l'on voit réapparaître sous des formes pernicieuses la remise en cause du droit à l'avortement libre et gratuit (amendement de la sécurité routière et reconnaissance de l'embryon comme « personne à part entière », voir le ML du 24 avril 2003).

Dénonçons la perpétuation de cette fête pétaïniste, ainsi que l'oppression dont sont victimes les femmes. Refusons que celles-ci soient humiliées, vidées de leur individualité et opprimées. Oui à la réappropriation de leur corps par les femmes. Oui au libre choix de leurs modes de vie en dehors du schéma patriarcal et carcéral imposé. Nous donnons rendez-vous aux personnes convaincues, le dimanche 25 mai, place du Châtelet à Paris à 14 heures.

Laëtitia et Patrick Schindler

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

suite de la page 13 pratique religieuse catholique en particulier est toujours en régression en France, ce qui n'empêche pas le Vatican de s'immiscer à un niveau élevé dans tous les secteurs de l'état, mais c'est un autre problème. La hiérarchie catholique, si prompte à s'exprimer sur tous les problèmes de société, paraît pourtant bien frileuse sur la question du foulard. Il faut toujours prendre beaucoup de précautions pour parler de la concurrence... D'autant que le Canard enchaîné a fait une sortie bien dérangeante pour le gouvernement en révélant l'intervention de Bernadette Chirac pour qu'une religieuse puisse figurer avec son voile sur sa carte d'identité!

Quelle laïcité ?

On sait que les croyants n'ont pas la même définition de la laïcité que les laïques.² Les anarchistes, quant à eux, ne font confiance à aucune religion pour avoir la paix... Pour la question du foulard, il apparaît, et ce n'est pas une surprise, que la réalité quotidienne est le fruit d'un rapport de forces. Peut-on se contenter de dire qu'il faut « faire avec »? Le contexte légal consiste à entériner le fait accompli. Il est approprié à la foire d'empoigne mais pas à une laïcité républicaine visant à dépasser les religions. Dans ces conditions, quel comportement avoir vis-à-vis des jeunes filles qui un jour débarquent au lycée ou au collège avec un chiffon plus ou moins luxueux autour de la tête?

Il est difficile de trouver sa place dans un débat qui se partage entre des personnes qui défendent la liberté volontaire au nom de la liberté de croyance et d'autres qui cherchent à calculer la juste mesure entre une « laïcité » où tout serait permis aux religions, et leurs craintes électorales de paraître favoriser l'islam, religion qui gagne des adeptes, mais qui reste plutôt mal vue.

Puisqu'il y a rapport de forces, que l'on soit parent d'élève ou enseignant, défendons nos arguments! Revenons à une laïcité intolérante vis-à-vis des intolérants, y compris ceux qui parlent continuellement de tolérance... La religion opprime les individus en général et les femmes en particulier. Bien sûr, islamiste ne signifie pas forcément terroriste mais plus sûrement obscurantiste et fréquemment antisémite. Si l'on ne veut pas une « guerre » des communautés, évitons d'avoir des communautés. **L. F.**

1. D'après Odon Vallet, historien des religions, il faut remonter à une loi assyrienne; attribuée au roi Teglati Phalazar I^{er} (1112-1074 avant notre ère): « Les femmes mariées [...] qui sortent dans la rue n'auront pas leurs têtes découvertes. Les filles d'hommes libres [...] seront voilées [...]. La prostituée ne sera pas voilée, sa tête sera découverte. »

2. La dernière expression en date de la laïcité perverse est un propos de Raffarin cité par le Monde du 10 mai 2003: « Je suis croyant; lorsque je vais à la messe de Pâques, je communie. Mais lorsque je représente l'État, à la messe d'enterrement de Jean-Luc Lagardère, je ne communie pas. »

Sarko et les clic-clac

TRENTE JOURS en centre de rétention, en vue de votre « éloignement », au lieu des douze jours actuellement autorisés. Relevé de vos empreintes et constitution de fichier pour le moindre séjour, fût-il purement touristique (cette mesure ne saurait bien évidemment s'appliquer aux citoyens américains, japonais, australiens, allemands, etc.). Retour en grâce du funeste certificat d'hébergement, c'est-à-dire de l'obligation de présenter la preuve qu'une personne s'engage à vous loger durant votre séjour en France, personne tenue, évidemment, à fournir toute indication sur son identité, son statut, la nature de son logement... Possibilité pour les maires de refuser de délivrer l'attestation d'accueil, s'ils « soupçonnent une fraude ». Certains édiles ne manqueront pas de soupçonner à tour de bras, transformant cette nouvelle prérogative aux contours on ne peut plus flous en outil de campagne électorale. Bref, pour vos prochaines vacances, ne comptez plus trop sur le clic-clac dans le salon du cousin d'Orange, de Nice, de Marignane... Vous rêviez encore d'obtenir une carte de séjour, ce sésame valable dix ans? Il vous faudra bientôt non seulement attendre cinq ans (plutôt que trois ans aujourd'hui), mais avant tout prouver votre « intégration à la société française ». Ce qui pour Sarkozy signifie « vivre normalement dans notre société ». Normalement, c'est-à-dire? Ben, normalement, c'est normalement, quoi! Autre exemple: en cas de mariage entre un(e) pas français(e) et un(e) bien de chez nous, le maire, encore lui, pourra, s'il a « des indices sérieux de fraude », saisir le procureur. La présence d'un clic-clac dans le salon commun du couple constituera sûrement, pour certains magistrats, un « indice sérieux ». Bref, chers amis « pas français », si votre monnaie nationale n'est ni le dollar, ni le yen, et pas même l'euro, il vous est vivement conseillé de choisir une destination autre que celle du pays des droits de... de qui déjà? À moins qu'il vous prenne l'envie de tâter le matelas de béton des clic-clac qui équiperont bientôt les nouveaux centres de rétention.

Que Sarkozy en remette une couche sur l'immigration, on pouvait s'y attendre. L'époque n'est-elle pas aux règlements de comptes (qu'on songe un instant au sort réservé à ce pauvre Jean-Louis Debré il y a quelques années), et au mélange des genres? Que dans ce projet de loi se côtoient les termes d'étranger,

de terroriste et d'intégration, n'étonnera que les bonnes âmes. C'est tout à fait sciemment que le ministre de l'Intérieur joue sur les amalgames les plus hallucinants, lui qui déclare, par exemple, vouloir « publier chaque mois le nombre de sans-papiers reconduits hors de nos frontières, de la même façon que nous rendons publics les chiffres de la délinquance ». De là à en conclure que si les seconds baissent c'est parce que les premiers

critique est balayée d'un revers de manche de pioche. Hors jeu, la pensée, les idées, place aux résultats, place aux actes, place, autrement dit, à la force. Et le ministre de promettre sans rire entre 20 000 et 30 000 expulsions par an, soit, selon nos calculs, en tenant compte des inévitables flics accompagnateurs, environ 500 « vols groupés »... dix convois par semaine, en somme. Et c'est en pleine connaissance de ce qu'il peut évoquer qu'on emploie ici le mot « convoi ».

En fait, la seule vraie surprise de ce texte qui fleure le Nuremberg à plein nez est l'étrange silence de M. le garde des Sceaux. Un an que le Neulliéen lui piétine son gazon, et Perben ne moufte pas. Puisque le projet attaque ce pilier du droit français qu'est la non-discrimination, on s'attendait à le voir cette fois réagir avec, on peut rêver, une certaine virulence. Las! Condamné à un rôle de pure représentation, à peine a-t-il, depuis un an, tenté à deux ou trois reprises de rappeler les prérogatives du ministère de la Justice. Dernier essai en date: la

réponse à demi voilée à la sortie de Sarkozy, qui voudrait confisquer le scooter d'un jeune pris le pétard au bec (étant bien entendu que tous les fumeurs d'herbe possèdent un scooter: c'est même à ça qu'on les reconnaît). Commentaire, fatigué, de Perben: « Je ne suis pas certain d'avoir bien compris ce que voulait dire mon collègue. » Une manière de le moucher, mais sans lui faire de peine. Sur le projet de loi visant le droit des étrangers, sur le transfert aux maires de compétences relevant traditionnellement du procureur de la République (notamment en matière de mariage), le garde des Sceaux ne pipe mot. Il sait que la partie est jouée, qu'en France, désormais, c'est le ministère de l'Intérieur qui dit le droit et se charge de le faire appliquer, par le biais des gendarmes mobiles. Les juges? Qu'ils se contentent de condamner. Et vous, monsieur Perben, ne vous a-t-on pas chargé d'un ambitieux programme de construction de prisons? Ça devrait suffire à vous occuper, non? Pour le reste, la racaille, les pas-français, laissez donc, on s'en charge!

Fred

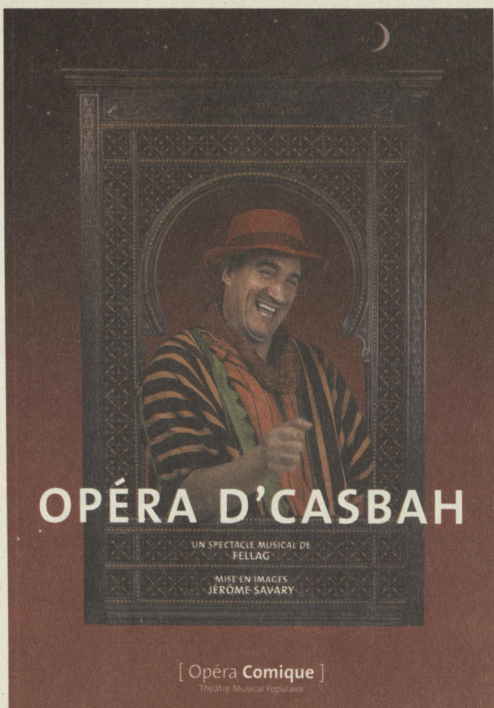
groupe Louise-Michel



augmentent, il n'y a qu'un pas que seul Le Pen et quelques Millon de province se permettaient naguère de franchir, mais qui, maintenant, est devenu une sorte de passage obligé, pour tout ce que la droite et la gauche classiques comptent de caciques impénitents. Si désormais la Place Beauvau assume par le biais d'un projet de loi bien démagogique le retour à une politique de discrimination visant les étrangers (euphémisme popularisé par les quelques médias n'ayant pas encore basculé dans la sarkomania ambiante, mais n'y étant pas indifférente), c'est que l'époque s'y prête, que les Français sont mûrs pour une dictature molle, que profitant du « choc du 21 avril » un habile arriviste de la trempe de Sarkozy peut laisser croire que la seule façon de lutter contre le Front national serait d'appliquer son programme. Politique de discrimination visant les étrangers... qui peut nier que cela sonne comme le rappel à une époque qu'on avait cru, un temps, définitivement dépassée? On a eu tort, Vichy, ça n'est jamais très loin, et Vichy, aujourd'hui, par la grâce de Sarkozy, c'est moins hier que demain. Aussi serait-il tenté de penser, vu le peu de réactions suscitées par ce projet de loi, que la si mal combattue lepénisation des esprits n'est pas loin d'être achevée. Ce n'est qu'une question de temps. Désormais contrainte au silence, toute

1. Interview au Figaro, 5 mai 2003.

2. Idem.



Rire pour ne pas pleurer

À L'OPÉRA-COMIQUE se joue actuellement le nouveau spectacle de Fellag : l'Opéra d'Casbah. Voulu comme une libre adaptation de l'Opéra de quat'sous de Bertolt Brecht, ses héritiers ont semble-t-il tenté d'y mettre un terme. C'était compter sans l'écriture de Fellag qui, même après avoir remanié son spectacle, a trouvé le ton juste : cette émotion qu'avait su créer Brecht. Le tout en deux parties.

Biyouna, comédienne et chanteuse algérienne, nous parle d'abord avec chaleur de sa Casbah, rigole de son fils – de l'autre côté de la Méditerranée – avec ses problèmes de couple cristallisés autour du ramadan ou non. Intervient alors un autre comédien, Abdou Elaidi, affublé d'un bleu de travail, qui nous fait plus penser à un ouvrier des usines Renault qu'à un technicien de théâtre, même s'il est bien inscrit sur le bleu « Opéra-Comique », en français et en arabe... Nous avons alors droit à une reprise d'un grand standard de la chanson française qui doit faire grincer ceux et celles qui se font de la France une idée éternelle.

Après l'entracte, Fellag entre en scène et nous explique comment

faire un bon petit couscous. Au-delà de l'aspect culinaire de la chose, il fait l'état des lieux des relations franco-maghrébines, cause des dictatures du Maghreb, éclaire sous un autre jour le contrat d'intégration de Sarkozy...

et mille autres choses encore comme une libre interprétation du conflit israélo-palestinien. Sans oublier les danseuses et l'orchestre chaâbi dirigé par Nasredine Dalil.

Il y a du bonheur dans cet Opéra d'casbah. Pas de démonstration, mais une lucidité heureuse. Des stars mais personne mis en avant : les comédiennes, les comédiens, les danseuses, l'orchestre, la mise en scène sont là pour former un tout avec la salle. Tout le monde se retrouve au service de la seule émotion. C'est peut-être là que certains critiques parlent du travail de réconciliation dans l'écriture de Fellag. Car, à mieux y regarder, c'est de l'humiliation de la colonisation française dont on cause, de la détresse des immigrés venus créer le sous-prolétariat en France, de la difficulté à trouver un sens à son existence, entre deux pays, malmené d'un côté par les patrons et le racisme et de

l'autre par la misère et une société autoritaire.

Que voulez-vous réconcilier ? Il s'agit seulement de comprendre pour tenter de continuer son chemin. Fellag est incisif dans la mesure où il a su mettre des mots sur des sentiments contradictoires : de la joie d'avoir pu mener sa vie jusqu'ici comme on a pu, de la haine de se voir limité et parqué par les dominants qui décident pour nous. Cette souffrance, il l'a vue et nous la restitue après l'avoir broyée, passée au mixeur, au four et en y rajoutant quelques épices. Un festin pour nous dire que nous seuls, nous seuls, comptons, nous autres les gueux et les gueuses, qu'il est temps de nous réconcilier, au lieu de nous envier, pour avancer ensemble et inventer un autre futur.

Ce spectacle unit comme ces vins moelleux qui se refusent de s'agripper en pleurs sur la paroi du verre. Tout le monde en est content, et ceux et celles qui s'y intéressent de plus près les dégustent.

François
groupe Claaaaash

Opéra d'Casbah, un spectacle musical écrit et joué par Fellag, mis en images par Jérôme Savary, à l'Opéra-Comique jusqu'au 29 juin 2003. Du mardi au samedi à 20 heures, le dimanche à 15 heures. Tarifs : de 7 à 50 euros.

Russie & joie de vivre

entretien avec Pavel Lounguine

Heike Hurst



Heike Hurst: En 1991, vous êtes allé voir les prisonniers du goulag de Pylim, près de la capitale de l'Oural, Sverdlovsk, un film commandé pour la télévision, diffusé par « Envoyé spécial ». Vous rappelez-vous cette expérience ?

Pavel Lounguine: C'est une expérience inoubliable, parce que c'était la première fois que j'étais dans un goulag. J'ai découvert là des choses absolument étonnantes sur l'âme humaine, sur la Russie. C'était pour moi l'expérience la plus importante de ma vie.

Heike Hurst: D'après cet article, on s'attend à un reportage sur l'enfer alors qu'on parle beaucoup de bonheur dans votre film !

Pavel Lounguine: Oui, mais vous savez, c'était comme une sorte de discussion intérieure... avec l'opinion occidentale à cette époque-là, qui traitait de la Russie et de l'existence humaine tout court, comment dire... Est-ce que les problèmes de la Russie sont une pénurie de saucisson ou non ? Comme si le bonheur humain méritait un confort en argent ou d'autres choses extérieures de la vie.

J'essayais de montrer, pour contrer cette raison simpliste et manichéenne – qui est un peu pour moi la raison occidentale de voir les choses –, qu'on peut être heureux dans le goulag, on peut être malheureux après. Ce n'est pas le problème du saucisson, c'est autre chose. Il y a des trucs comme la fierté, comme la dignité humaine, comme la force tout court, la force intérieure. Je l'ai trouvée chez ces gens incarcérés dans des situations inhumaines, parce que – c'est même difficile à comprendre – qu'est-ce que c'est que leur vie et comment ils travaillent et qu'est-ce qu'on fait d'eux ?

C'est vraiment « le matériel comme ça, de la sciure humaine, on essaye de les braiser comme ça en miettes, c'est de la viande

hachée déjà ». En même temps il y a l'effort des gens que j'ai connus là et que j'admirais en même temps.

Heike Hurst: On pense à *Une Journée d'Ivan Denissovitch* de Soljenitsyne, ce combat quotidien pour garder une fierté... une dignité.

Pavel Lounguine: Oui, absolument, et pour moi c'était quelque chose dans cette discussion intérieure que j'ai continuée après : faire des documentaires quand je parlais des pionniers, des esquimaux par exemple. Pour moi tout d'un coup... ça n'arrête pas. Il y a un an, je reçois une lettre du goulag où l'on me disait que le jeune caïd que j'ai filmé a été tué. Il s'était libéré (évadé du goulag ?). C'est à cause de lui que je n'ai pas montré ce film en Russie.

J'avais reçu une lettre de lui qui me demandait de ne pas le montrer parce que – selon les lois des caïds –, il ne devait pas me parler. Les caïds ne parlent pas à la télé, n'apparaissent pas à la télé. Il avait peur qu'on le voie et qu'il soit disqualifié : « Je suis tellement jeune, je veux encore vivre, je n'ai rien trouvé dans ma vie, je suis ici depuis dix-sept ans, j'ai 34 ans maintenant. »

Alors, j'ai tenu parole, je n'ai pas montré ce film en Russie. Il est sorti du goulag et j'ai su par cette lettre qu'il a été tué il n'y a pas si longtemps, tué avec une kalachnikov à Sverdlovsk, dans la grande ville de l'Oural. J'ai vu, dans ma tête, bien sûr, comment il a vécu ces quelques années de luxe, de caïd, de voleur, de brillance.

Puisqu'il ne connaissait pas la peur, je le voyais comme il est, comme une balle.

Heike Hurst: N'y a-t-il pas un lien entre ces personnes qui survivent dans un goulag et

le personnage central de votre film *Un Nouveau Russe*, Platon Makowski, représentant d'une nouvelle mafia ?

Pavel Lounguine: Peut-être. Je ne sais pas. Je parle aussi d'autres personnages. Je continue à être ému par des gens qui ne savent pas reculer. Peut-être moi, j'ai reculé, trop... En tout cas, cette réaction infantile...

Ces gens qui jouent jusqu'à la fin, qui « brûlent leur chandelle jusqu'au bout », c'est le côté que j'admire beaucoup dans mon Nouveau Russe, « l'oligarque ». Il ne recule jamais. Il est lui-même la victime de son énergie, la victime de cette impossibilité de se rendre, de trouver un compromis.

Heike Hurst: À Locarno, la projection du Nouveau Russe sur la Piazza magnifiait encore le personnage : Votre « nouveau » Russe, nouveau riche, c'est bien lui, mais quel est son système qui semble simple et efficace pour faire du fric ? Une sorte de capitalisme sauvage ?

Pavel Lounguine: Vous savez, je parlais de Berezovsky, un gars qui vit à Londres, qui fait la guerre à Poutine et à tout le gouvernement russe, qui ne cache pas qu'il veut le renverser. Il utilise tout son argent – il en a beaucoup – pour faire de la vraie lutte politique. Il essaie de la mener, en tout cas.

Le capitalisme sauvage, ça c'est une autre question, parce que pour moi c'est le renversement du système avec Poutine.

Avec Poutine, le système entre dans la stagnation, dans les éternels problèmes de la Russie. Berezovsky continue d'être un virus du marché libre et, avec ça, de la liberté et de la démocratie. Il m'a expliqué – je l'ai vu quelque fois –, il m'a expliqué très brutalement et crûment pourquoi il était intéressé que la Russie devienne un pays des plus civilisés et le plus européen du monde. Car, disait-il : « J'ai des avoirs en Russie, s'il y a des bolcheviques ou de la criminalité, on ne peut pas faire des choses. Mes avoirs ne valent rien, parce qu'on ne peut pas les utiliser. Le pétrole que j'ai ici, on ne peut pas l'utiliser, s'il y a des problèmes. Si le pays est calme, si le pays est civilisé, si le pays est comme en Europe, je deviens dix fois plus riche. »

Il m'a expliqué cela avec un cynisme incroyable... C'est vrai ce qu'il dit : « Si tu ne peux pas prendre les choses, elles ne valent rien ici, si tu ne peux pas les prendre. » Pourquoi le pétrole en Arizona coûte dix fois plus cher ? Parce qu'en Arizona, c'est facile de pomper, mais en Arabie saoudite, demain, on va te couper la gorge... Il est devenu riche dans cette étrange zone... il y a toujours une frontière entre la loi et la non-loi. Il y a un grand champ qui n'est pas couvert par la loi. Il a compris immédiatement comment il faut faire.

En tout cas, c'est difficile de comprendre comment les gens font de l'argent, c'est comme si tu demandais à un crocodile :



« Qu'est-ce qui fait de toi un crocodile ? » Si tu n'es pas crocodile, tu ne peux pas le comprendre. Ça ne s'explique pas avec des mots, c'est une autre chose. Comme par exemple, hier, on m'a demandé comment je dirigeais les acteurs: si je savais expliquer cela... Moi aussi, je suis crocodile avec les acteurs...

En tout cas, en 1989 il avait encore une vieille voiture, une Lada. Quand il partait faire un trajet avec un ami, il disait: « Lundi, c'est moi, et, mardi, c'est toi »; et, en 1993, il était déjà parmi les cent hommes les plus riches du monde, voilà comme ça se passe... Cinq milliards de dollars, c'est une avalanche d'or, en trois ans... Il faut le mettre dans le « Michelin », dans les records de vitesse.

Heike Hurst: Pourquoi votre personnage principal s'appelle-t-il Platon ?

Pavel Lounguine: Platon, j'ai pris ce nom dans le livre de Doubrov (Bolchaya Pajka) que j'ai beaucoup utilisé pour faire le scénario. J'ai pris son nom dans le livre. En Russie, c'est un nom qui existe, dans la littérature... Il y avait une poésie comme ça, un livre d'un savant du XVIII^e siècle qui a vécu sous Catherine la Grande, où il est dit: « La terre russe peut créer nos Platon, nos Newton, rapides par la pensée. » Donc, lui, c'est le Platon et le Newton... rapide de l'esprit russe. J'ai pris ce nom du livre. En Russie, c'est un nom qui existe. Il n'est pas connoté philosophe grec, c'est plutôt un nom populaire, comme les noms bibliques. Parfois, on trouve des Russes qui s'appellent Abraham, ce n'est pas juif, ça vient de la Bible, il y a aussi des noms très chaotiques du temps des serfs; le serfage a été aboli en Russie seulement au XVIII^e siècle.

Heike Hurst: Vous créez un univers poétique très fort, alors qu'on est en plein réalisme... Expliquez-nous le rôle de la musique dans vos films? Dans *Taxi Blues*, *Luna Park*, les personnes en crise prennent un instrument, jouent quelque chose, créent des instants, des moments de réflexion, un espace à eux, prennent un saxophone, etc.

Pavel Lounguine: Je ne peux pas l'expliquer. Moi-même, je n'ai pas l'oreille musicale et je peux vous avouer que j'écoute très rarement de la musique. J'ai besoin de musique dès que je commence à faire un film. La musique arrive comme ça. Pour ce film, j'ai beaucoup travaillé sur la musique, je ne sais pas si elle est tout à fait réussie. En tout cas, j'ai travaillé avec un grand compositeur contemporain russe qui s'appelle Leonid Dessiatnikov. On a pensé utiliser à nouveau le saxophone, le saxo de *Taxi Blues*. Le saxophone, c'est mon instrument préféré de solitude, de nostalgie très poétique.

Heike Hurst: L'acteur que vous avez choisi a un visage qu'on relie à la Russie post-soviétique. Dans d'autres films, il est tantôt



voleur, tantôt traître, jamais dans une situation ordinaire, on ne l'imagine pas en employé de banque... en tout cas.

Pavel Lounguine: Oui, c'est vrai. C'est une star en Russie: Vladimir Machkov a beaucoup de charisme, je préfère travailler avec de très bons acteurs moins connus... mais, là, il y a quelque chose en lui, une telle énergie, vraiment magnifique. Il a quelque chose en lui; en russe on l'appelle « l'Oligarque », je l'ai pris pour ce rôle, car personne d'autre ne me satisfaisait.

Heike Hurst: Vous avez dit, en 1995: « Ils savent, les bien-pensants, ce que doit être le cinéma russe, alors que moi-même je l'ignore. Ils savent qu'il doit être lent, poétique, avec des gens misérables mais spirituels, des rivières larges et de la neige. Quand tu montres le chaos de la vie, c'est tout juste si tu ne deviens pas agent de la CIA... »

Pavel Lounguine: Je continue à être fidèle à moi-même, je fais comme je le sens. C'est vivre dans le luxe que de faire des choses intéressantes, c'est un très grand luxe. En même temps, comme tous les gens qui se permettent des choses, j'ai été critiqué par certains. C'est vrai que je confonds l'image, l'idéal des *Cahiers du cinéma* ou de *Libération*.²

Comment doit être le cinéma russe? Il y a des gens qui veulent trouver un réalisateur sourd-muet et handicapé, au nord de la Sibérie, regarder son film, le savourer... Moi, je parle des choses qui me révoltent, qui me tentent, je parle de choses auxquelles je n'ai pas de réponse.

Chaque film, c'est une sorte de réponse à des choses que je ne comprends pas.

Moi, je n'ai pas de réponses toutes faites. Pour parler de tout le processus pour faire un

film, c'est, si vous voulez, le processus de comprendre, de cristalliser mes sentiments.

Heike Hurst: Que sont devenus les réalisateurs comme Pitchoull, (*Petite Vera*, etc.), tous ces réalisateurs qui faisaient des films au moment où l'on recevait *Taxi blues* comme un choc?

Pavel Lounguine: Le réalisateur de *Petite Vera*, Vassili Pitchoull, je le connais bien, il a fait trois ou quatre films après, je ne sais pas pourquoi ce n'étaient pas des films très intéressants, il y a comme ça des « réalisateurs d'un film ». Il fait plutôt des émissions télé... Kanievski vit à Paris. Il n'est pas rentré à Saint-Petersbourg. Il a fait des documentaires. Après il a disparu, ça fait longtemps que je l'ai vu. Je ne sais pas, je ne sais pas pourquoi on ne se voit pas à Paris.

Heike Hurst: Vous aussi, vous vivez à Paris, partiellement?

Pavel Lounguine: Je vis à Paris, je paie mes impôts à Paris. Ma femme et mon enfant sont à Paris. Je travaille la plupart du temps en Russie. Je vais arrêter ça. Puisque je vis à Paris, je dois faire les films ici. Je vais essayer de faire, après le *Un Nouveau Russe*, un premier film en français ou en anglais, ça m'est égal, mais un film qui ne sera pas lié à la culture et à la langue russe.

1. *Libération* du 26 septembre 1991, Gérard Lefort rend compte du film sur le goulag *Pyllim*: « Quand on découvre que la fameuse réhabilitation par le travail consiste à débiter des troncs de boudeaux jusqu'à les pulvériser en sciure, qui sera ensuite brûlée... » d'où ces images de « sciure et de brûlé (braise) », utilisées par Lounguine.

2. *Libération* du 7 juillet 1995: « Pavel Lounguine voit la vie en mafia ».

Abdelkader Guermaz

Roger Dadoun

DISCRETION, SOBRIÉTÉ, rigueur, respect d'autrui et générosité, qualités rares, l'artiste algérien Abdelkader Guermaz les exerçait concrètement dans la vie de tous les jours et parvenait à les traduire dans une œuvre d'une puissante originalité. Qualités tellement ancrées au plus intime de son être et allant de pair parfois avec un véritable retrait du monde qu'il ne nous venait même pas à l'esprit d'aborder avec lui des questions concernant sa vie privée pas plus que des sujets politiques. Il n'était que plus extraordinaire alors de constater à quel point sa personnalité rayonnait avec une sûre et agile intensité, et de quelle manière le monde qu'il construisait avec une subtile virtuosité dans ses toiles était celui même que pouvait désirer contempler et respirer un esprit libertaire.

L'expression l'aurait surpris, peut-être l'aurait-il récusée, alors même que son existence tout entière, pour la connaissance que nous pouvions en avoir, et son œuvre, pour autant que l'on pouvait en suivre l'irrésistible mouvement vers la plus audacieuse liberté, relèvent d'une attitude et d'une tenue libertaires qu'on ne rencontre que rarement. Je ne vois nulle autorité devant laquelle Guermaz se soit jamais incliné, nulle concession ou compromission qu'il aurait acceptée en vertu de ces fameuses nécessités de la vie que ne manquent jamais d'alléguer les hâbleurs, les amotisés ou les ex de la révolte. La ligne de vie de Guermaz, jusqu'à sa mort solitaire à l'hôpital Cochin en août 1996, aura été d'une intransigeance dans l'élaboration de l'œuvre et d'une calme persévérance dans l'indépendance.

Ligne de vie dominée par la passion de peindre, par la volonté d'atteindre, à travers la toile, l'essence des choses. Né à Mascara en 1919, et saisi dès son enfance par le désir de dessiner, il est le seul « indigène », comme on disait en Algérie à l'époque coloniale, à faire l'école des Beaux-Arts à Oran, de 1937 à 1940; il ira peu après à Alger pour étudier la miniature avec Mohammed Racim. Sa conception de la liberté artistique est déjà clairement affirmée, dans le propos qu'il tient face à un journaliste qui l'interroge sur son milieu familial: « Je suis le seul qui ait refusé de faire une "carrière", je tenais à rester moi-même et

donc à ne rien sacrifier aux seules choses qui me plaisaient vraiment, c'est-à-dire la littérature, la peinture, la musique. » Mais la peinture l'accapare tellement, est chez lui une telle passion qu'il devra restreindre son activité littéraire et abandonner la pratique du piano (mais il fréquente assidûment l'opéra d'Oran et, n'ayant pas de piano sur lequel jouer, il se fabriquera un clavier « sans cordes ni marteaux de percussion »).

Il expose ses premières toiles à la galerie Colline d'Oran – œuvres qui retiennent par la générosité des formes et des couleurs. Un réalisme souple, frémissant d'un certain lyrisme, caractérise ses *Natures mortes*, respectueuses des objets et des figures, mais les intégrant dans une composition solide, géométrique même, où se distingue l'influence d'un Cézanne ou d'un Matisse. Il publie des dessins dans la revue *Simoun*: s'y exprime avec netteté sa volonté de sobriété, sa tendance à un ascétisme proche de l'abstraction.

Avant de quitter l'Algérie pour Paris en 1961, il exécute dans la salle du conseil général de Mostaganem un important triptyque, « une grande fresque abstraite... à la manière de Manessier » – en réalité affirmation de l'incomparable style de Guermaz. À Paris, il habite quai du Louvre un petit deux-pièces que la fille du peintre Rouault met à sa disposition, en échange de travaux de gardiennage et d'entretien de l'immeuble et probablement de pas mal de toiles qu'il aimait remettre gracieusement. Un étudiant suisse, qui publiera ultérieurement un des rares entretiens qu'ait donnés Guermaz, le prenait pour le concierge et n'apprit que tardivement qu'il était peintre. C'est dire avec quelle humilité il se consacre à son œuvre, sans s'affilier à aucune école, sans entrer dans aucun réseau, sans se plier à aucun pouvoir: individualisme libertaire, avec ses risques et ses périls (il lui arrive plus d'une fois de se rendre place Saint-Michel ou à Montmartre pour faire au crayon des portraits de touristes).

Aujourd'hui où les conformismes les plus plats et les plus hargneux amalgament et dénigrent sous le nom d'« individualisme » aussi bien les égoïsmes mercantiles, narcissismes esthètes et voracités politiques que, pour citer

Fernand Pelloutier, le fondateur des Bourses du Travail, « les hommes vraiment sans dieu ni maître, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même », l'exemple d'un Guermaz, « amant passionné de la culture de soi-même », vient à point pour donner à la notion d'individualisme sa juste, profonde et âpre dimension – libertaire pour tout dire.

L'individualisme de Guermaz, noué autour de son être intime et de sa secrète singularité, demeure, parce que libertaire, pleinement ouvert sur autrui. Sans parler de son comportement quotidien, fait de courtoisie, générosité, d'un désintéressement quasi impensable aujourd'hui, son propre travail artistique est de ceux qui contribuent intensément et subtilement à l'accomplissement d'autrui. La culture de soi qu'évoque Pelloutier et que pratique Guermaz ne relève pas du quant à soi bourgeois et intellectuel confortablement assis sur un matelas de biens, d'actions et de clichés culturels – elle définit la construction d'un soi, d'un vrai « self » qui se lie à la culture pour autant que celle-ci est création, créativité, inventivité, rafraîchissement de l'être, et non pas un conditionnement de l'affectivité et une manipulation de l'imaginaire au service des pouvoirs (politiques, religieux, ou autres).

Déjà, les formes de facture réaliste (« réalité poétique », dit-on) peintes par Guermaz secouent les contraintes objectives pour laisser rayonner la couleur comme palpitation de la vie même (la peinture de Bonnard en est une illustration souveraine). Mais progressivement Guermaz se passe des objets, se soustrait aux formes établies et à leurs servitudes, il restreint même la suprématie de la couleur pour aller vers une abstraction de plus en plus délicate, une composition où sont comme stratifiées des plages de gris et de blancs, rompues parfois par un minuscule carré de couleur vive, bleu, rouge, vert, « quelques petites notes de musique » qui contribuent à rendre la toile « musicienne du silence ».

La Kabbale, à laquelle Guermaz portait un vif intérêt, dit que Dieu s'est mis en retrait (tsimsum) du monde pour permettre à ce dernier d'exister. Guermaz est fils du dieu de la Kabbale, et il fait plus fort que le père; non seulement il se retire lui-même de sa toile (qu'il ne manque cependant pas de signer, c'est tout de même son travail), la faisant exister pour elle-même en évitant tout signe distinctif (il en reste quand même), mais il fait en sorte que la peinture se mette en retrait d'elle-même, grâce à une composition qui ouvre largement l'espace au-delà du cadre et à un traitement des couleurs qui, même sobrement agencées en carrés, rectangles, ou longues traînées, semblent vouloir rejoindre et se fondre dans les amples étendues de blanc et de gris en lesquelles continuent de vibrer de fines membranes colorées.



La grande exposition Guermaz à la Maison des sciences de l'homme à Paris a été placée sous le signe de « Djazaïr, une année de l'Algérie en France ». Cette entreprise franco-algérienne officielle a vu et verra défiler colloques académiques, émouvantes mémorations, populaires musiques, fresques historiques et congratulations politiques... Mais, de tout cet activisme plus ou moins hétéroclite, c'est, de très loin, l'œuvre de Guermaz qui se détache telle une tour solitaire, noire et lumineuse, s'imposant par son éblouissante originalité et sa mate splendeur. Peu de chance, en vérité, que Djazaïr puisse mettre la main sur Guermaz ou l'attifer aux couleurs de quelque orientalisme maghrébin, tant l'esprit libertaire de l'artiste et la puissante Empreinte du cosmos (titre d'un tableau, vers 1975) qui soutient son œuvre résistent allégrement (*Allegro vivace*, 1992) à toute tentative de ce genre.

Divers tableaux expriment avec force la vaste visée de l'œuvre: *Cristallisations cosmiques*, *Outre songe*, *Astralité*, *Contrée éthérique*... Le cos-

mique, l'« éthérique » dont parle Guermaz n'est pas évasion, dissolution dans un nébuleux éther, où s'égare l'esprit – il s'expose comme inscription dans l'âme même de la chair palpitante du monde, à laquelle il donne visibilité plastique, résonance sensible. La sobriété et l'ascèse qui régissent le travail de Guermaz trouvent leur formule dense dans le titre d'une toile de 1995, *Blanc de blanc*. On pense au tableau de Malevitch de 1918, *Carré blanc (sur fond blanc)*. Mais là où le Russe met l'accent sur « carré » et accuse l'impérialisme du « blanc », Guermaz tente au contraire d'absorber dans un blanc asymptote, toujours ajourné et comme en réserve (réserve de liberté, de disponibilité, de jubilante respiration), toute une efflorescence de coloris poussés à évanescence et néanmoins prégnants avec leurs frères éclats multiples pareils à ceux de lointaines étoiles disparues.

R. D.

Guermaz, Maison des sciences de l'homme, 54, bd. Raspail, 75006, Paris. Du 6 au 31 mai.



Jeudi 22 mai

Paris 11^e

Les débats de Quilombo à l'occasion de la parution des *Refuzniks* aux éditions Agnès Vienot à 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Vendredi 23 mai

Istres

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA tiendra une table de presse au concert du groupe La Tordue à l'Usine.

Octeville (50)

Le groupe de Cherbourg de la FA organise une réunion sur la situation en Palestine avec le témoignage de participants à la 51^e mission civile de protection du peuple palestinien de retour d'Hébron et de la bande de Gaza à 20h45, salle Gandhi, rue Delalée.

Paris 20^e

Projection de *France, terre d'accueil* de Bruno Bebelis-Robert à 19h30 au 33, rue des Vignoles.

Rouen

Vidéo-débat sur l'actualité de l'anarchisme après le film *Ici et maintenant* à 20h30 à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 24 mai

Bouillargues

Vous pourrez rencontrer le groupe Gard-Vaucluse de la FA à Bio Regard, une foire aux produits biologiques qui se déroulera de 10 h à 19 h, place de la Mairie.

La Rochelle

Le collectif anti-G8 Charente-Maritime organise une journée d'actions contre les

saigneurs du G8.

14 h : rassemblement place de la Caille.

16 h : conférence-débat avec René Berthier (salle du Prieuré, 48, avenue Saint-Exupéry).

21 h : concert avec The Janitor's, RAB, Olivier (La Casamance, 13, rue de Cordouan).

Paris 20^e

Les Amis de la Commune de Paris vous invite à 14h30 au mur des Fédérés du Père-Lachaise (entrée rue des Rondeaux, M^o Gambetta).

Paris 20^e

Journée autour de la distribution du café de la coopérative zapatiste Mut Vitz de 14h à 22 h au 33, rue des Vignoles.

Dimanche 25 mai

Paris 11^e

Soirée de soutien aux grévistes de Mc Donald's et Pizza Hut, avec les Hommes (variétoche love songs punk) et Darling Genocide (dark punk 70's) à 17h30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF: 5 euros.

Mercredi 28 mai

Nantes

Départ collectif en car (50/60 euros) pour le G8 à 20 heures, retour lundi 2 juin à 6 h. Pour tout contact : Groupe FA Nantes au 0671.537275.

Paris 20^e

La FA et le collectif de la Miroiterie organisent un repas anticapitaliste à la Miroiterie à 20 h au 88, rue de Ménilmontant.

Jeudi 29 mai

Paris 11^e

Rendez-vous à 14 h pour une action contre

le G8 à l'appel de la FA et du collectif de la Miroiterie.

Du 2 au 13 juin

Villeneuve-d'Ascq

Le Centre culturel libertaire et Radikal fucker présentent le premier festival bio-constructif à l'Espace culture, Cité scientifique. Tél.: 0320436909.

Mercredi 4 juin

Ivry

Le groupe libertaire d'Ivry de la FA organise une réunion sur *Les anarchistes proposent et mettent en débat un projet de société anti-autoritaire, fédéraliste, autogestionnaire, égalitaire* à 20h30 au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès.

Samedi 14 juin

Paris 18^e

Rencontre à la bibliothèque la Rue avec Lucio (l'irréductible). 10, rue Robert-Planquette.

Dimanche 15 juin

Saint-Nazaire

Pique-nique de protestation contre le projet d'extension du port de Donges-Est organisé par le comité contre le sacage de la Loire. Rendez-vous à 11 h sur le site. Maison du peuple, 44600 Saint-Nazaire.

Mardi 17 juin

Aimargues (30)

Colloque *Vivre avec... la créativité* avec notamment Jacques Lesage de La Haye de 14 à 20 h, salle L. Dumas.

Radio libertaire

Réponse à l'Aube nouvelle

Jedi 22 mai

Si vis pacem: à 18 heures, armes théâtre, un ultimatum de la poésie contre la guerre, avec les Pieds sur scène et (sous réserve) Francis Wladimir, des éditions Bérénice.

Vendredi 23 mai

Enjoy polar: à 12 heures, avec Gilda Piersanti et Gérard Streiff pour le redémarrage de la collection Polarchives aux éditions du Passage.

Samedi 24 mai

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: à 10 heures, avec Francois Ruffin pour son livre *Les petits soldats* du journalisme ou la fabrication des journalistes « garde à vous et au pied ».

Chroniques rebelles: à 15h30, avec Luiza Toscane qui a traduit *Dans cinq ans, il n'y aura plus de Coran*. Un prisonnier tunisien témoin de Abdelwahab Sidri.

Bulles de rêves: à 17 heures, le cinéma d'animation.

Lundi 26 mai

Le monde merveilleux du travail: à 20 heures, les retraités.

Mardi 27 mai

Pas de quartier: à 18 heures, le point sur le sida, recherches et soins à ce jour et aussi luttes militantes des malades. Des représentants d'associations de patients et des professionnels de santé débattront en direct.

Mercredi 28 mai

Blues en liberté: à 10h30, prévisions, festival (seconde partie).

Le manège: à 14 heures, spéciale prix des incorruptibles au collège De-Geyter à Saint-Denis avec Elvire Mirail pour *Golem, Magic Berber* aux éditions Presse Pocket Jeunesse.

Jedi 29 mai

Si vis pacem: à 18 heures, la presse des industriels militaires fait la promotion d'une guerre virtuelle avec le collectif Bellacio.

Samedi 31 mai

Chroniques rebelles: à 15h30, regard de l'intérieur sur les États-Unis avec Henri Simon.

89,4 MHz
en région parisienne

Le 24 juin 1950, dans *l'Aube nouvelle*, l'hebdomadaire des cantons de Vanves et de Sceaux, dirigé par Léon Salagnac, élu communiste, paraissait cet article sur la vie locale de Malakoff:

« Payé par l'étranger,

» Depuis quelques semaines, les murs de Malakoff sont recouverts d'un torchon qui se nomme le *Libertaire*. Quelques jeunes gens et une femme blonde essaient de vendre, dans nos rues, ce journal qui est grassement payé de l'argent de Tito, l'homme qui emprisonne les résistants de son pays afin de pouvoir imposer sa dictature. Tito, l'agent direct des préparateurs de la guerre, se sert de ces agents en France afin de diviser la classe ouvrière pour que le fascisme puisse s'instaurer et mieux préparer la guerre. »

La semaine suivante toujours à Malakoff:

« Ils continuent.

» La semaine dernière, nous avons signalé que le journal le *Libertaire* de la clique de Tito, appuyé par l'étranger, recouvrait les murs de notre localité. La population, scandalisée que ce journal policier soit collé dans Malakoff, a largement lacéré cette semaine ce torchon provocateur.

» Bravo pour cette action contre le journal des pires fascistes. »

Cinquante ans après, il y a de nouveau un groupe de la Fédération anarchiste dans le sud de Paris. Nous sommes trois (sans femme blonde), et nous vendons le *Monde libertaire* sur le marché de Malakoff. Eh oui, messieurs, malgré tous les efforts déployés par vos aînés, les anarchistes sont toujours présents dans votre canton (et dans bien

d'autres encore). Cinquante ans plus tard, Tito n'est plus, mais nous si. M. Salagnac était un vieux stalinien mais pas un inculc, et devait très certainement savoir que notre fédéralisme libertaire n'a aucun rapport ni de près ni de loin avec cette dictature mise en place par Tito, l'amalgame était un peu facile, et nous traiter de fascistes, et notre publication (à l'époque le *Libertaire*) de journal policier, tient de la malhonnêteté intellectuelle. Quant à la classe ouvrière, on a vu par quels renoncements et traîtrises elle a été en partie dépolitisée ou conduite dans les bras de l'extrême droite. À l'heure où le Parti communiste est à l'agonie, nous, nous sommes toujours présents et, au vu de la vente de notre journal sur le marché, nos idées font leur chemin. Nous allons donc vous apporter du grain à moudre. Sans rancune.

Salutations libertaires. Vive l'Anarchie!

Yannick

pour le groupe Idées noires

Le groupe Idées noires sévit dans les 15^e et 14^e arrondissements de Paris, ainsi que dans le 92 sud (Issy-les-Moulineaux, Bagneux, Vanves, Meudon, etc.).

Pour le contacter : groupe Idées noires, 145, rue Amelot, 75011 Paris. ideesnoires.fa@noos.fr

Bordeaux

L'Athénée libertaire fête ses quarante ans jusqu'au 25 mai 2003

Jedi 22 mai

À 20 heures:

Débat avec Jean-Pierre Levaray, auteur de *Putain d'usine* et *Après la catastrophe* et avec Fernando Bronchal, poète participant à la revue *Cahiers d'écritures*.

Vendredi 23 mai

À 20h30:

Débat avec Gilles Balbastre et Pierre Rimbart, membres du journal *Pour Lire Pas Lu*. C'est à Millau pour la journée de soutien aux inculpés de la Confédération paysanne que nous avons vu apparaître une bouffée d'oxygène. En effet, l'équipe de PLPL sortait de la clandestinité avec pour objectif de détruire le parti de la presse et de l'argent.

Samedi 24 mai

À 15 heures:

Débat organisé par le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste sur la logique sécuritaire du projet de LSI intérieure qui répond à un phénomène généralisé. Tant qu'il y aura des inégalités sociales, aucune loi ne pourra combattre efficacement l'insécurité.

Les discours actuels reprennent des pratiques qui existent déjà mais en les cadrant, dans le but d'obtenir l'adhésion de chacun d'entre nous, de faire que chacun se transforme en flic pour l'autre et que chacun intègre pour soi l'obéissance.

Samedi 24 mai

À 20 heures:

Opéra Tous en slip. C'est une expérience; celle de l'avenir. Quand les chemises et les pantalons seront en haillons, ils tomberont.

On sera tous en slip. Tous en slip est né de la rencontre d'une chanson, une seule, avec toutes les chansons, toutes. Nous la connaissons tous, c'est une chanson qui nous ressemble et qui n'a l'air de rien. Cette chanson, c'est *Sans chemise et sans pantalon*.

Dimanche 25 mai

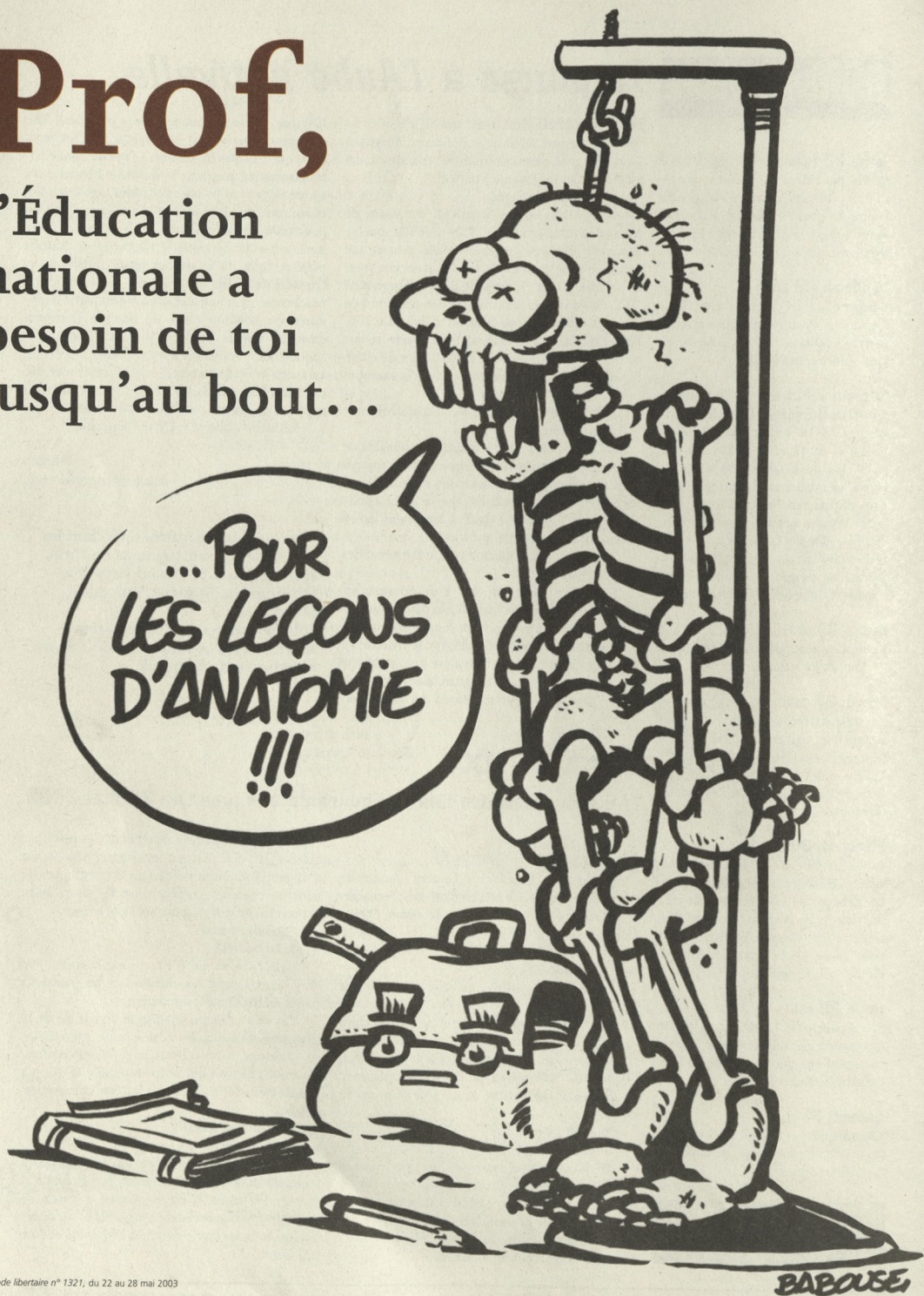
À 19 heures:

Théâtre: Les Petits Tréteaux présentent un fragment de leur création théâtrale, autour de la guerre d'Espagne. C'est un travail à partir de témoignages d'anarchistes espagnols et de textes d'auteurs. Le spectacle débute à 19 heures et dure une heure.

Prof,

l'Éducation
nationale a
besoin de toi
jusqu'au bout...

... POUR
LES LEÇONS
D'ANATOMIE
!!!



Henri Gougaud

Le 26 mars dernier, une "pointure", une "épée", un grand "bonhomme", bref, un talent vivant - toujours debout et droit dans ses mocassins - rendait visite à Radio libertaire. Pareils occasion et plaisir sont trop rares. Aussi, dans ce cahier portrait, nous vous offrons les propos que les animateurs ont échangés avec Henri Gougaud, mais également quelques aspects de son expression artistique. "La Tempête" et "Miracle" sont deux contes inédits; "le Conteur" est publié au Seuil.



Radio libertaire: J'ai lu quelque part que, très jeune, tu avais fréquenté le mouvement libertaire. Pourrais-tu nous en parler?

Henri Gougaud: Dès mon adolescence et par héritage, par mon grand-père, par mes parents, par ma famille. Je suis d'une famille anarcho-syndicaliste. J'ai baigné là-dedans, la Résistance, le pacifisme, Gary Davis. En 1946, les gens déchiraient leur passeport. Ma famille était là-dedans. Ça a été un héritage mais avec mon originalité.

Mon grand-père maternel était d'une famille très pauvre des Corbières. Il a été reçu premier au certificat d'étude du département de l'Aude. Son instituteur est allé voir son père, qui gardait les moutons, et il lui a dit: « Il a été reçu premier au certificat d'étude, il faut qu'il fasse des études et qu'il soit instituteur. » Mon arrière-grand-père a chassé l'instituteur à coups de cailloux en lui disant: « Il a fini l'école, alors maintenant au boulot. » À 12 ans, mon grand-père était au boulot. Il a eu une vie de syndicaliste, s'est fait virer d'un peu partout et a fini sa vie comme facteur rural. Il a eu quatre filles dont trois institutrices...

Lui, syndicaliste de gauche, savait qu'il n'y avait pas de démocratie sans éducation. Que la chair même de la démocratie, c'était l'éducation, l'élévation du niveau de conscience du peuple. Pour eux, logiquement, je devais être professeur, rester dans l'éducation. Et, là, j'ai trahi: « Je veux pas être prof, je veux être artiste, je veux être

poète. » Lorsqu'un adolescent dit ça à ses parents, c'est la rupture. Y'a pas eu ça parce qu'ils étaient libertaires. Mon grand-père m'a dit une chose: « Tu n'oublies jamais d'où tu viens. » Et mon père m'a dit autre chose: « OK, tu veux faire ton expérience, mais tu reviendras. » Alors, je me suis dit: « Je crève, mais je ne reviendrai pas. » Je suis parti à Paris après mes études à Toulouse.

À Toulouse, j'avais fréquenté un groupe où il y avait beaucoup d'Espagnols. On avait monté une troupe de théâtre avec des mecs de la CNT. On montait du Brecht. À travers les anars de Toulouse, j'ai connu des gens magnifiques: Marc Prévôtet, Pierre qui avait fait dix ans de prison parce que dans les grèves de Saint-Nazaire, en 1947, il avait tapé sur un CRS. Je l'ai vu un jour sur la place Saint-Sernin. Il vendait le *Monde libertaire*. Je l'ai vu donner sa chemise à un mendiant. Un homme d'une totale générosité. À cet époque, avec Marc qui m'avait amené au *Monde libertaire*, je suis monté à Paris où j'ai rencontré Maurice Joyeux et Suzy Chevet. Maurice m'a dit: « Écoute, ma vieille, si t'es dans la dèche, il y aura toujours une assiette de soupe pour toi. »

Arrivé à Paris, j'ai eu de la chance. Il y avait la « rive gauche », je faisais la manche dans les restaurants. J'ai été porté par ce sentiment de liberté, de découverte, de créativité que j'ai rencontré partout.

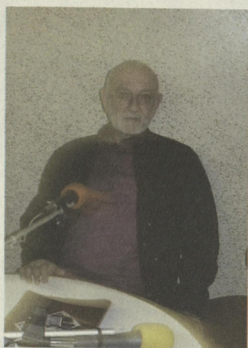
Radio libertaire: Dans les archives du *Monde libertaire*, j'ai

retrouvé un article de toi de 1958. Tu y côtoyais des militants comme Aurélien Dauguet, Jean Rollin, Marc Prévôtet, Maurice Laisant, May Picqueray, Louis Lecoin.

Henri Gougaud: Ce sont des figures de pères et de mères. Maurice Laisant, c'était un poète, c'était un grand pacifiste capable de discours forts, c'était un grand sentimental.

Louis Lecoin: ce fut la seule période très dure de ma vie car j'étais mobilisable en Algérie. J'étais étudiant suritaire en instance de départ d'un jour à l'autre. Louis Lecoin a fait seul, pratiquement seul, sa grève de la faim. Il y avait autour de lui une poignée de gars comme moi. Au gouvernement, il y avait le père Debré qui n'était pas un tendre. Lecoin a réussi après quarante jours de grève de la faim pour l'obtention d'un statut de l'objection de conscience: on a eu le droit de ne pas porter des armes, le droit de ne pas tuer. C'est une conquête majeure de notre société, de notre monde, de notre civilisation peut-être.

Il faut le dire, c'est un type seul, oublié aujourd'hui, couché sur un lit d'hôpital, qui a imposé ça à une des plus grandes puissances occidentales. Les jeunes anars d'aujourd'hui, il ne faut pas qu'ils oublient qu'ils ont des ancêtres, qu'ils ont des pères. On perd toujours à se couper de ses racines. Les racines de l'anarchie, elles sont dans ces hommes-là qui ont inventé, pensé, créé, fait des choses. ➤ ➤



Dans le studio de Radio libertaire

II

L'anarchie selon moi, c'est la politique créatrice. Les anars n'ont toujours fait que ça mais on crée toujours par rapport à ce qui a été fait avant. On ne crée pas de rien.

Dans la mesure où nous sommes contre le pouvoir, comme le disait Proudhon, on procède par imprégnation de la société. Avoir des idées, créer des choses, inventer sans cesse et insuffler les idées qui sont les nôtres peu à peu dans la société.

Par exemple, le féminisme, enfin la libération de la femme, parce que les trucs en « isme », ça ne me plaît pas. Mon grand-père me racontait qu'en 1908 une femme était venue avec Lorulot dans la haute vallée de l'Aude pour faire des conférences pour la libération de la femme. Les anarchistes sont sans cesse des créateurs, donc des artistes, donc des gens dérangeants car quand on crée on dérange l'ordre.

Radio libertaire: Sens-tu des choses nouvelles apparaître aujourd'hui dans le courant libertaire?

Henri Gougaud: Je reçois le *Monde libertaire* mais je le lis peu. Râler contre le pouvoir; on le sait que le pouvoir est maudit. Râler contre le capitaliste, se cogner la tête contre le monde tel qu'il est aujourd'hui, c'est vain, il faut faire autre chose. J'ai entendu Antoine Seillière dire de Viviane Forrester qui a écrit *l'Horreur économique* qu'elle refuse la réalité. J'ai entendu un socialiste dire aussi: « On ne peut pas refuser la réalité. » Eh bien si! Les anarchistes doivent être à la pointe des gens qui refusent la réalité. Il n'y a pas de progrès humain sans refus de la réalité. Toute création naît d'un refus de la réalité.

Radio libertaire: Comment es-tu venu à l'écriture dans le domaine de la science-fiction, dans le domaine de la chanson, du conte?

Henri Gougaud: Dans les années soixante, j'ai eu la chance inestimable de connaître les cabarets de la rive gauche, la Carcarpe, l'Écluse, le Port du salut, la Colombe, autant de noms qui ne disent plus rien à personne aujourd'hui.

J'ai été accueilli par Léo Noël qui était le patron de l'Écluse et ami de Maurice Joyeux. Léo Noël, militant anarchiste, participait chaque année au gala du *Monde libertaire*, et moi aussi d'ailleurs. Je me retrouvais en famille. Une famille où l'on faisait des chansons sur un coin de

table en essayant de faire le plus beau possible. Il y avait un climat comme ça, très exaltant. Il n'y avait pas de motivation commerciale. J'ai fait de la chanson comme on fait de la poésie. Je n'ai pas été chanteur, j'ai été un homme qui chante. Je ne me sentais pas très à l'aise dans la chanson parce qu'il y a la mesure, il y a l'accompagnement. Changer c'est beaucoup trop cadré.

Un jour, Christine Sèvres passait à l'Écluse, et Jean Ferrat à quelques centaines de mètres à la Colombe. Christine me dit: « j'aimerais que tu me fasses des chansons. » J'ai fait deux, trois textes. Jean Ferrat a pris les textes, a fait des musiques, et il les a gardées pour lui.

Christine Sèvres, la compagne de Ferrat, a été pour moi une grande dame de la chanson des années soixante, qui a disparu trop tôt. J'avais beaucoup d'admiration pour Christine.

Je suis passé aussi à l'École buissonnière que dirigeait René-Louis Lafforgue, un compagnon oublié et, un soir, Fanon me dit: « Demain, j'ai rendez-vous avec Serge Reggiani pour lui présenter des chansons, ça me fait chier, tu peux pas y aller à ma place. » Je suis allé à sa place, et puis voilà, c'est comme ça que j'ai commencé à faire des chansons pour les autres.

Quand les autres ont chanté pour moi, j'ai arrêté de chanter. Mon désir était avant tout d'écrire. J'ai écrit un premier livre alimentaire sur la vie des bêtes et le symbolisme animal. Je me suis retrouvé à France Inter à parler de ce livre avec Jacques Villers. J'ai fait avec lui une chronique de science-fiction et j'ai commencé à raconter des histoires.

Le fil rouge, depuis le début de mes études à Toulouse, c'était la littérature orale. Ce qui m'a toujours passionné, c'est la création. La culture populaire, c'est la culture qui circule dans les peuples. Les contes, les légendes, les rumeurs, c'est la culture des illettrés, la culture des pauvres, et les pauvres parmi les pauvres c'est traditionnellement les femmes et les enfants. Ce n'est pas de la littérature enfantine, c'est la littérature que les lettrés et les gens de pouvoir ont relégué au rang de sous-littérature parce que c'était la littérature des femmes et des enfants.

La littérature écrite depuis l'origine de l'écriture n'est rien à côté de l'océan de la littérature

orale qui a circulé dans le monde. Ce qui irrigue l'esprit de l'humanité, ce qui fait circuler le sang dans le corps de l'humanité, c'est la culture orale, les contes, les légendes, les histoires. La littérature écrite s'est nourrie et a puisé sans cesse dans la littérature orale sans cesser de la mépriser.

Radio libertaire: J'ai plusieurs images sur les contes: d'abord, c'est pour les gosses pour les endormir. Ensuite, on a l'impression que des intellectuels qui se racontent des contes, c'est pour récupérer ce qui n'est pas vraiment à eux.

Henri Gougaud: Qu'est-ce que tu as contre les enfants, tu n'aimes pas les enfants? Comme c'est pour les enfants, c'est négligeable. Non! Les enfants, c'est ce qu'il y a de plus précieux, on leur donne ce qu'on a de meilleur. Les contes, c'est ce qu'il y a de meilleur au monde. Mais, les enfants, c'est négligeable; les femmes, c'est négligeable, et les illettrés n'en parlons pas. Ça c'est l'idée de la culture que nous ont imposée les gens de pouvoir. Il y a une sorte de croyance sociale qui pour moi n'est pas évidente, c'est que la culture mène au pouvoir, que la culture c'est du pouvoir. Si tu es savant, tu as un compte en banque. Ça c'est la récupération de la création, de la créativité, de ce sang qui irrigue l'humanité pour en faire du pouvoir.

J'ai la conviction absolue que ce que l'on appelle la littérature orale, la création, la parole partagée, c'est ce qui nous fait vivre, c'est ce qui a fait vivre l'humanité.

Le monde est sans cesse sauvé par une mère qui raconte une histoire à son enfant au bord du lit pour l'endormir. Les plus grands fleuves littéraires ou artistiques de l'humanité prennent leurs sources au bord d'un lit où une mère raconte une histoire à son enfant pour l'endormir. Pour l'endormir, non! Pour lui dire qu'elle l'aime et qu'il est aimé. Il n'y a pas de vie possible sans ça. Et comment les gens de pouvoir résument ça: « Les contes, c'est tout juste bon pour les gosses! »

Un des premiers livres qui ont été interdits à la bibliothèque d'Orange par la municipalité Front national, c'est les *Contes d'Afrique* écrits par Henri Gougaud. Ils ne se sont pas gourés.

La meilleure école de l'antiracisme, de la tolérance, c'est les contes. Faire des discours moralisateurs qui disent que le racisme c'est

Petite bibliographie d'Henri Gougaud

— *Le Grand Partir*, roman, Seuil, 1978 et coll. « Point », n° P525 (grand prix de l'humour noir).

— *L'Arbre à soleils*, légendes, Seuil, 1979 et coll. « Points », n° P304.

— *L'Inquisiteur*, roman, Seuil, 1984 et coll. « Points », n° P66.

— *Le Fils de l'ogre*, roman, Seuil, 1986 et coll. « Points », n° P385.

— *L'Arbre aux trésors*, légendes, Seuil, 1987 et coll. « Points », n° P361.

— *L'Homme et la vie inexplicable*, roman, Seuil, 1989 et coll. « Points », n° P305.

— *L'Arbre d'amour et de sagesse*, légendes, Seuil, 1992 et coll. « Points », n° P360.

— *Le Livre des amours*, contes, Seuil, 1996 et coll. « Points », n° P584.

— *Le Murmure des contes*, dialogues avec Bruno de La Salle, Desclée de Brouwer, 2002.

La tempête

« DÉBARRASSEZ-VOUS de vous-mêmes, l'homme vrai meurt avant sa mort! », disait Bektash à ses disciples. C'était un saint inconvenant. Il fut un père épris d'amour aussi libre que paille au vent, et les bektashis ses fidèles furent plus volontiers errants que prédicateurs de mosquées, plus chanteurs de places publiques que de chorales bien vêtues et plus familiers des oiseaux que des cages, dorées ou non.

Or il advint qu'un de ces fous détestés des pieux comme-il-faut et des bâtisseurs de murailles quitta, par un matin brumeux, le vieux port de Constantinople sur un peu rassurant bateau débordant de pèlerins gais. Ces gens se rendaient à La Mecque. Lui, non. Il n'allait nulle part. Il n'avait pas d'autre souci que de manger selon sa faim, que de boire selon sa soif et que de dormir à son heure. Il avait durement appris qu'il convenait de se déprendre de l'envahissant superflu. C'était un mystique accompli doublé d'un vagabond notoire, définitif, imperméable au désir sot mais répandu d'être bien vu du Tout-Puissant.

L'événement survint au soir du deuxième jour de voyage. Le matin, il avait fait beau. Le vent, sur le coup de midi, s'était pris de fraîcheur maligne. Et voilà qu'en fin de journée le mauvais temps s'en vint au bal. Un éclair tomba sur la mer, le tonnerre vint au chahut, le ciel s'abattit sur les vagues, bref la tempête enthousiaste prit à bras-le-corps le bateau et se mit à baiser ses flancs plus goulûment qu'une démonsse trop longtemps privée d'affection.

Roulant de bâbord à tribord et de tribord en nausée verte, les pèlerins prièrent Dieu, aussi dignement qu'ils le purent, d'épargner les affres du deuil à leurs méritantes familles. Le bektashi, claquant du bec, les sourcils en toit de maison, le cou tendu aux cieus mouvants se laissa choir au pied du mât, l'étreignit des bras et des jambes et, sans rien entendre des chants qui s'élevaient des bouches pieuses, joignit ses pauvres hurlements à ceux des loups de l'ouragan.

très méchant, qu'il faut être antiraciste, ça ne dit rien à personne. Par contre, faire partager des contes chinois, amérindiens, esquimaux, européens, africains, que les gens découvrent de façon sensible et naturelle, qu'en Afrique on souffre comme nous, qu'on pense comme nous, qu'on aime comme nous, que le cœur bat comme nous, qu'on a du sang et que si on se blesse le sang coule comme nous.

Quand on écoute des contes africains, on est africain.

Radio libertaire: Peux-tu nous dire les différences entre le conte, la nouvelle, un petit texte, etc. ?

Henri Gougoud: C'est facile, un conte, c'est une histoire sans auteur. Le texte originel du Petit Poucet n'existe pas. La parole appartient à tout le monde. On la prend et on lui fait un enfant.

Radio libertaire: Il y a un terme qui me frappe dans tes romans et tes contes, c'est le terme « véritable ». Qu'est-ce qu'un « homme véritable » ?

Henri Gougoud: C'est sans doute un tic littéraire. Néanmoins, c'est un homme qui parle avec sa nature profonde, qui parle selon son être et selon sa vie. C'est un homme total. Un homme capable de ressentir autant que de comprendre.

Radio libertaire: Un reproche que font certains anarchistes aux contes, c'est d'être un peu mystiques.

Henri Gougoud: Les anarchistes sont victimes comme tout le monde de préjugés, d'idées reçues. Il y a une brèche que nous avons, nous anarchistes, contribué à créer, c'est l'anticléricalisme, le refus de l'oppression clérical. C'est une notion dans laquelle on peut s'embarquer. On peut être amené à confondre la religion et la mystique. Mystique, ça va avec mystère, or un mystère ça s'explore, une énigme ça se résout. Je crois que c'est une erreur (et j'aimerais bien en parler, qu'il y ait des débats dans notre milieu) de s'enfermer dans le rationalisme à tout prix.

Le rationalisme, l'exercice de la raison, a été d'un grand secours pour combattre les aberrations de la religion, mais si on s'enferme là-dedans on se coupe de tout un autre espace intérieur qui est la dimension amoureuse.

On a beaucoup plus peur de son propre désir amoureux, de l'élan amoureux que l'on se sent, de

la force amoureuse que l'on a en soit que de toutes les Églises. On peut se battre contre des CRS, contre les Églises, on peut manifester et brandir des pancartes, on peut organiser des communautés, des séances de travail, des clubs, mais que peut-on faire avec cet immense fleuve amoureux que l'on a en soi. Et, quand je dis amour, je mets un mot sur ce qui n'en a pas et qui s'exprime à travers une histoire que je vais raconter à mon gosse parce que mon gosse c'est ce que j'ai de plus précieux au monde.

L'être humain est un explorateur du mystère, et il ne faut pas avoir peur du mystère.

Il y a une différence essentielle entre la vie et le monde. La vie, c'est ce qui s'inscrit dans le monde. La vie est magnifique, c'est le monde qui est dégueulasse, il est abominable le monde. La vie n'a de désir que de vivre. C'est un élan qui te pousse à être là, et à respirer et voir, à exercer ton intelligence, tes sens. Il ne faut pas confondre les deux.

Le monde, c'est la maison dans laquelle nous vivons. Actuellement, c'est une maison bombardée, c'est un taudis, c'est un merdier.

Radio libertaire: Considères-tu que les contes sont un enseignement ?

Henri Gougoud: Il faut bien préciser les choses. L'école laïque est un échec. Il n'y a pas de transmission de savoir sans désir, sans le désir d'apprendre. Dans la dimension obligatoire de l'éducation, le désir est tué, et il n'y a pas de transmission du savoir ou de savoir sans amour. Il faut qu'un jeune demande à un vieux: « Explique-moi, parle-moi de ça. »

Il y a un enseignement dans le conte mais pas dans le sens de: voilà ce qu'il faut penser, voilà ce qu'il faut savoir.

On a tous des pères, des ancêtres, des professeurs dont on dit, c'est fou, ils m'ont appris des choses extraordinaires mais lorsqu'on demande ce qu'ils t'ont appris c'est impossible à dire. Il m'a donné l'envie de vivre tout simplement, et le véritable enseignement il est peut-être bien inexplicable, indiscernable.

Je sais d'expérience que les contes m'ont nourri toute ma vie, il m'ont fait ce que je suis. Mais si je devais dire comment ils ont fait je suis totalement incapable de le dire.

1. Sans doute la doctoresse Madeleine Pelletier.

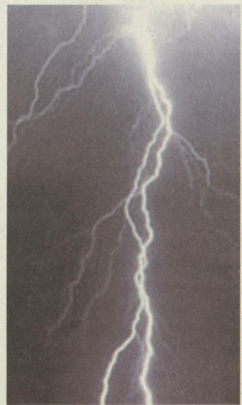
Parmi les dévots voyageurs était un mollah bien noté de ses supérieurs hiérarchiques. Dans son œil noir étincelait l'inquiétante jubilation de ceux qui ne doutent de rien. Au gré des gifles de la mer, il allait sur ses fesses maigres, de bord à bord, la barbe au vent, les pieds hauts et les bras battants, en assurant le Créateur de sa confiance indélébile. Comme il passait auprès du mât, sa main errante s'agrippa à la manche du bektashi.

« N'as-tu pas honte, lui dit-il, de t'effrayer si basement? Dieu est amour, il nous protège, il nous tient dans Sa main amie! En douterais-tu, mécréant? La foi se rit du mauvais temps! »

L'autre reçut par le travers un tonneau d'embruns furibonds, rattrapa son bout de turban qui s'enfuyait dans la bourrasque et répondit:

« Dieu est amour, je n'en doute pas un instant. À dire vrai, frère mollah, c'est bien cela qui me barbouille. Il aime avec tant d'innocence, tant de bonheur, tant de passion, tant d'inaltérable bonté les plus menus de ses enfants qu'Il est assurément capable d'offrir nos cadavres aux poissons! » Et levant son front ruisselant: « Ai-je bien vu, ô Tout-Puissant? »

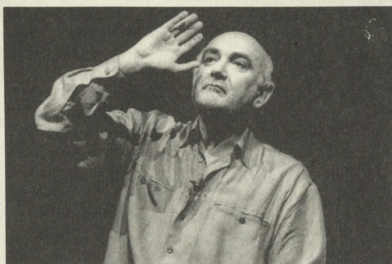
Un éclair fendit les nuées. Un rugissement prodigieux parut approuver ses paroles. Certes, il était terrifiant, mais somme toute assez gaillard, et d'une impatiente ferveur.



Le conteur

IL ÉTAIT UNE FOIS un homme nommé Yacoub. Il vivait pauvre mais sans souci, heureux de rien, libre comme un saltimbanque, et rêvant sans cesse plus haut que son front. En vérité, il était amoureux du monde. Or le monde alentour lui paraissait morne, brutal, sec de cœur, sombre d'âme. Il en souffrait. « Comment, se disait-il, faire en sorte qu'il soit meilleur? Comment amener à la bonté ces tristes vivants qui vont et viennent sans un regard pour leurs semblables? » Il ruminait ces questions par les rues de Prague, sa ville, errant et n'ayant les gens qui ne lui répondaient pas. Or, un matin, comme il traversait une place ensoleillée, une idée lui vint: « Et si je leur racontais des histoires? pensa-t-il. Ainsi, moi qui connais la

IV



saveur de l'amour et de la beauté, je les amènerai assurément au bonheur. » Il se hissa sur un banc et se mit à parler. Des vieillards, des femmes étonnées, des enfants, firent halte un moment pour l'écouter, puis se détournèrent de lui et poursuivirent leur route.

Yacoub, estimant qu'il ne pouvait changer le monde en un jour, ne se découragea pas. Le lendemain, il revint en ce même lieu et à nouveau lança au vent, à voix puissante, les plus émouvantes paroles de son cœur. De nouvelles gens s'arrêtèrent pour l'écouter mais en plus petit nombre que la veille. Certains rirent de lui. Quelqu'un le traita même de fou, mais il ne voulut pas l'entendre. « Les paroles que je sème germeront, se dit-il. Un jour elles entreront dans les esprits et les éveilleront. Je dois parler, parler encore. »

Il s'obstina donc et, jour après jour, vint sur la grand-place de Prague parler au monde, conter merveilles, offrir à ses pareils l'amour qu'il se sentait. Mais les curieux se firent rares, disparurent et, bientôt, il ne parla plus que pour les nuages, le vent et les silhouettes pressées qui lui lançaient à peine un coup d'œil étonné, en passant. Pourtant, il ne renonça pas. Il découvrit qu'il ne savait et ne désirait rien faire d'autre que conter ses histoires illuminantes, même si elles n'intéressaient personne. Il se mit à les dire les yeux fermés, pour le seul bonheur de les entendre, sans se soucier d'être écouté. Il se sentit bien en lui-même et, désormais, ne parla plus

qu'ainsi, les yeux fermés. Les gens, craignant de se froter à ses étrangetés, le laissèrent seul dans ses palabres et prirent l'habitude, dès qu'ils entendaient sa voix dans le vent, d'éviter le coin de place où il se tenait.

Ainsi passèrent des années. Or, un soir d'hiver, comme il disait un conte prodigieux dans le crépuscule indifférent, il sentit que quelqu'un le tirait par la manche. Il ouvrit les yeux et vit un enfant. Cet enfant lui fit une grimace goguenarde et lui dit en se hissant sur la pointe des pieds:

« Ne vois-tu pas que personne ne t'écoute, ne t'a jamais écouté, ne t'écouterait jamais? Quel diable t'a donc poussé à perdre ainsi ta vie? »

— J'étais fou d'amour pour mes semblables, répondit Yacoub. C'est pourquoi, au temps où tu n'étais pas encore né, m'est venu le désir de les rendre heureux. »

Le marmot ricana:

« Eh bien, pauvre fou, le sont-ils? »

— Non, dit Yacoub, hochant la tête.

— Pourquoi donc t'obstines-tu? demanda doucement l'enfant, pris de pitié soudaine.

Yacoub réfléchit un instant.

« Je parle toujours, certes, et je parlerai jusqu'à ma mort. Autrefois c'était pour changer le monde. »

Il se tut, puis son regard s'illumina. Il dit encore:

« Aujourd'hui, c'est pour que le monde, lui, ne me change pas. »

Miracle

MAISONS TORDUES, remparts troués, ruelles penchées, caillouteuses, mosquée aux murailles fendues et boutiquiers mal embouchés, tel était ce pauvre village assis parmi les rochers blancs d'une montagne anatolienne. Là demeurait un cordonnier. Il pleurait sans cesse misère. Il s'estimait persécuté par le démon des malchanceux. Il ignorait apparemment qu'on peut toujours aller plus mal.

Il advint un jour que son fils se prit de pâleur malade. Il se coucha et dépérit. Alors son père découvrit ce qu'était vraiment le malheur. Son enfant, son plus que lui-même, perdait goutte à goutte la vie. Aucun docteur, aucun sorcier ne put le retenir au monde. Vint l'ultime matin vivant.

Depuis la veille un bektashi (**peut-être celui de l'histoire qui précède ce conte-ci**) mendiait au coin d'une rue. D'où venait-il? Nul ne savait. Ces gens-là, à ce qu'on disait, étaient parfois miraculeux. Le père apprit son arrivée. Il courut à lui, éperdu, le supplia, baisa ses pieds et, tirant sa manche en lambeaux, il le ramena dans la chambre où s'éteignait son bien-aimé.

« Toi qu'on prétend proche de Dieu, lui dit-il, demande-Lui grâce. Je te donnerai ma boutique, ma femme et ma bénédiction, mais par pitié, sauve mon fils! »

L'errant ne lui répondit pas. Il n'eut qu'un hochement de tête, un froncement bref de sourcil. Il avait dans l'œil le feu doux de ces gens revenus de tout et repartis pour l'infini. Il se planta devant le lit, croisa ses doigts secs sur le ventre et dit:

« Seigneur, si je Te parle, ce n'est pas moi qui l'ai voulu, c'est ce cordonnier. Il est fou. Il aimerait que Tu guérisses son pauvre garçon qui se meurt. Il s'illusionne, je le sais. Entre l'horreur et le miracle, Ton cœur balance rarement. Endeuille un père? Broutilles! Tu fais tous les jours cent fois pire dans Ta Création de malheur. Donc, je ne te demande rien. Tu veux son enfant? Tu le prends. Je Te le laisse. Je Te l'offre. Je ne tiens pas à le sauver. Il sera mieux chez Toi qu'ici où l'on fait commerce de tout, même de tes miséricordes. Pardon de T'avoir dérangé. Retourne à Tes occupations, je m'en reviens aux miennes. Amen. »

Au fil de l'étrange discours, le cordonnier, la bouche bée, avait écarquillé les yeux, puis allumé un feu d'enfer sous ses gros sourcils ombrageux. Il saisit au col le bonhomme à l'instant de son dernier mot.

« Que Dieu t'écrase! rugit-il. Voleur d'espoir, âne du diable, est-ce ainsi que l'on prie le Ciel? »

Dans sa gorge s'embouteillèrent d'inuidibles malédictions. Il ne put dire, il bégaya, bref, il jeta dans la ruelle le supposé ressuscitateur, claqua d'un coup de pied la porte et s'en revint à son chagrin.

Le lendemain, soleil partout. Le père heureux, serrant les mains sous les arbres de la grand-place, conta à qui voulait l'entendre l'inimaginable réveil de son bien-aimé moribond. Le bektashi vint à passer. En trois enjambées vengeresses, l'homme lui vint droit sous le nez.

« Mon fils est vivant, sache-le. Malgré ta prière puante, il reprend déjà des couleurs. Il renaît, il mange des figues, il boit du lait, il parle, il rit. Tu as voulu sa mort, brigand? Le Ciel lui a rendu la vie. Maudit sois-tu. Il est guéri! »

— C'est normal, répondit l'errant. Dieu, ces temps-ci, ne m'aime guère. Je veux blanc, il me donne noir. J'ai donc adapté ma prière. Puisqu'il me donne le contraire de ce que j'ose demander, je prie pour l'envers de mes vœux, et j'ai l'endroit de ses bontés. As-tu compris? »

— Non.

— Peu importe. La paix sur toi et sur ton fils. »

Il reprit sa route infinie.